

Rapport annuel 2025



COMMISSION
DE COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE





Table des matières

Un mot du directeur exécutif	3
Session annuelle du Conseil de la CCE et tribune publique du CCPM	5
Programme de travail pour 2025	8
Projets collaboratifs – progrès réalisés et résultats	9
Réseau nord-américain d’aires marines protégées (NAMPAN)	31
Programmes de subventions	32
Partenariat nord-américain pour l’action communautaire en environnement	33
Programme de subventions EJ4Climate : justice environnementale et résilience climatique	34
Processus relatif aux communications sur les questions d’application (SEM)	38
Participation et mobilisation du public	40
Résultats des activités du Comité consultatif public mixte (CCPM)	41
Connaissances écologiques traditionnelles	46
Communications, sensibilisation et engagement	48
Administration et gestion	52
Planification stratégique, mesure de la performance et comptes rendus des progrès réalisés	53
Dépenses en 2025	54

Un mot du directeur exécutif

Fondée en 1994 dans le cadre de l'ancien *Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA), la Commission de coopération environnementale (CCE) relève aujourd'hui de l'ACEUM (USMCA/T-MEC) et de l'*Accord de coopération environnementale* (ACE). Plateforme dynamique, participative et collaborative, la CCE se voue à la coopération et à l'innovation environnementales trilatérales et vise des objectifs environnementaux à l'échelle régionale.

Par l'intermédiaire de nombre d'activités et de programmes de subventions, de ses webinaires, d'ateliers, de publications et travaux de recherche, de ses conférences et de ses multiples programmes et projets, la CCE partage des pratiques environnementales exemplaires concernant des actions innovantes et transformatrices. Des milliers de personnes et d'établissements utilisent nos cartes des ressources naturelles et inventaires des polluants en Amérique du Nord. Ces outils informent le public sur les tendances passées, présentes et futures qui marquent notre environnement nord-américain. Les projets que nous menons nous permettent de partager de l'information sur l'environnement avec différents secteurs, des organismes publics et des citoyen·nes intéressé·es en vue de favoriser une participation et une mobilisation à grande échelle dans les trois pays. La CCE rassemble également des responsables publics, la société civile, des collectivités, des leaders autochtones, des jeunes ainsi que le milieu universitaire et le secteur privé pour relever de manière plus efficace et éclairée

nos défis environnementaux communs, renforcer la gouvernance environnementale nord-américaine et aider toute la population nord-américaine à s'adapter à un environnement en mutation.

La collecte et la diffusion de données régionales sur l'environnement ainsi que la promotion d'échanges et d'un engagement transparents et utiles entre pairs sont au cœur de notre travail. Grâce à nos projets, nous élargissons l'accès à des données environnementales fiables et comparables. Nous partageons les meilleurs outils environnementaux disponibles dans notre région afin que nous puissions tous prendre des décisions éclairées en matière d'environnement. Nous abordons également les leaders·autochtones, intégrons le savoir, les protocoles et les visions du monde autochtones dans nos modes de réflexion, et collaborons avec les peuples et communautés afin d'améliorer la gérance de nos ressources environnementales. Grâce au travail de la CCE, nous étoffons la résilience communautaire et la protection de l'environnement, tout en favorisant une transparence et une responsabilité plus grandes dans l'application effective des lois environnementales.

Le présent rapport annuel 2025 informe le public sur les nombreux projets et programmes de subventions de la CCE. Il met en évidence des initiatives courantes, par exemple, l'atténuation rapide des changements climatiques par la réduction des polluants climatiques de courte durée de vie (dont le méthane, gaz à fort potentiel de réchauffement), la création d'aires marines protégées et la récupération d'engins de pêche fantômes, l'amélioration de la gestion des déchets solides (y compris les plastiques et les biodéchets), la promotion de solutions fondées sur la nature pour lutter contre les

inondations côtières, la gestion des substances chimiques dans la chaîne d'approvisionnement, la réduction de la perte et du gaspillage d'aliments, la substitution des substances chimiques polluantes, la protection des espèces migratrices, la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables et la lutte contre la pollution atmosphérique dans les collectivités vulnérables.

Grâce à une coopération trilatérale, la CCE aide nos trois pays à élaborer des méthodes harmonieuses et collaboratives pour relever les plus urgents défis environnementaux en Amérique du Nord. Elle soutient ainsi le principe selon lequel protection environnementale efficace et intégration économique se renforcent mutuellement.

Le 7 janvier 2026, le président des États-Unis, Donald Trump, a signé un décret qui indiquait à tous les ministères et organismes administratifs d'immédiatement se retirer de plusieurs organisations internationales et de mettre fin à leur participation à celles-ci ou de leur retirer tout soutien. La CCE faisait partie de ces organisations. Les détails et l'échéancier de cette directive n'ont pas été officiellement communiqués. Entretemps, la révision de l'ACEUM y compris le chapitre 24 sur l'environnement et l'*Accord de coopération environnementale* parallèle (à l'origine de la CCE et lui donnant force) se poursuit. Le Canada et le Mexique demeurent fermement engagés envers la mission de la CCE et travaillent ensemble, ainsi qu'avec le Secrétariat, pour assurer la continuité des programmes et des activités.

Jorge Daniel Taillant

Directeur exécutif

Commission de coopération environnementale

Énoncé de mission de la CCE

Dans le contexte des liens environnementaux, économiques et sociaux qui unissent le Canada, le Mexique et les États-Unis, la Commission de coopération environnementale (CCE) favorise une coopération efficace et la participation du public afin de conserver, de protéger et d'améliorer l'environnement nord-américain dans une perspective de développement durable et au profit des générations actuelles et futures.

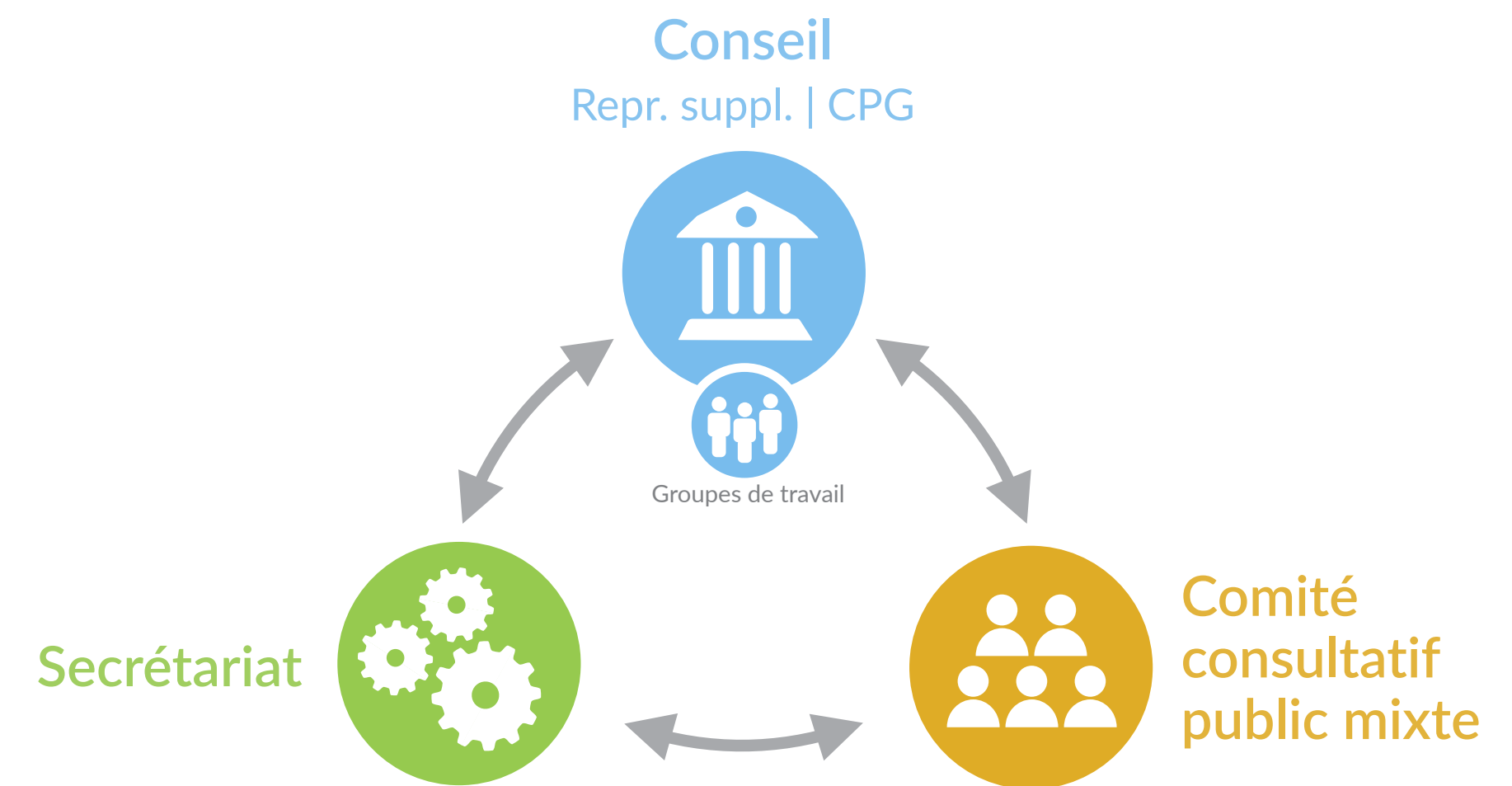


Figure 1. Les trois organes constitutifs de la CCE

La CCE s'acquitte de sa mission grâce à ses trois organes constitutifs, avec l'aide de divers intervenants clés. Pour en savoir plus à ce sujet, cliquez [ici](#)¹.

Le Conseil, l'organe directeur de la CCE, est composé du·de la représentant·e (ministre ou équivalent) de chaque partie responsable des affaires environnementales.

Le Secrétariat fournit un soutien technique, administratif et opérationnel au Conseil (et aux comités et groupes créés par ce dernier).

Le Comité consultatif public mixte (CCPM), composé de trois citoyen·nes de chacun des trois pays, transmet des avis au Conseil sur un large éventail d'enjeux environnementaux relevant de la portée de l'*Accord de coopération environnementale* (ACE). Le CCPM favorise le dialogue avec le public dans le cadre de tribunes ouvertes et de consultations publiques. Il réunit spécialistes et personnes intéressées en vue de trouver des moyens de relever les plus urgents défis environnementaux en Amérique du Nord.

1. Pour en savoir plus, veuillez vous reporter aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de l'*Accord de coopération environnementale* : <https://www.cec.org/fr/qui-sommes-nous/accord-de-cooperation-environnementale/>.



Figure 2. Graphique CCE 32 pour toutes les communications

Session annuelle du Conseil de la CCE et tribune publique du CCPM

24 et 25 juillet 2025

En 2025, Alicia Bárcena, titulaire du *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles), a reçu ses homologues membres du Conseil à Mexico, au Mexique. Tout au long de la #CCE32, la CCE a réuni les responsables de haut niveau de l'environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis ainsi que des leaders autochtones et communautaires, des spécialistes, des personnalités du monde des affaires, des jeunes et des membres du public. On a ainsi discuté des priorités et de solutions collaboratives pour déterminer comment l'économie circulaire et les solutions fondées sur la nature (SFN) pourraient converger et constituer une approche globale en matière de durabilité, de manière à ce que l'utilisation des ressources favorise également la restauration et la protection du milieu naturel. Pour en savoir plus sur la session du Conseil #CCE32, cliquez [ici](#).

Dans le cadre de la 32^e session du Conseil, la CCE a fait les annonces suivantes². Toutefois, compte tenu de l'actuelle période de transition, nous réexaminons les prochaines étapes de ces projets et activités :

- Nous ferons la promotion des méthodes de conservation et de recyclage dans la région par l'intermédiaire du projet trilatéral « WaterWISE: Integrated Water/Wastewater Solutions for Effectiveness » (solutions intégrées de gestion de l'eau et des eaux usées pour l'efficacité³). Ce projet vise à élaborer des stratégies de traitement décentralisé des eaux usées et à traiter l'eau selon des normes de qualité.
- Nous amorcerons la révision quinquennale de l'*Accord de coopération environnementale* en vue de rendre la CCE plus efficace.
- Nous nous assurerons que la procédure de communication sur les questions d'application (processus SEM) continue de favoriser la transparence, l'efficacité et la responsabilité entre les Parties, et de garantir l'objectivité, la neutralité et l'impartialité.
- Nous élaborerons un plan stratégique 2026-2030 pour moderniser et rendre plus efficaces nos travaux de coopération régionale afin qu'ils aient sur nos collectivités un effet positif plus grand et mesurable.
- Nous continuerons de renforcer les systèmes d'information environnementale ainsi que les systèmes de surveillance communs et la production de données ouvertes, fiables et comparables sur l'état de l'environnement en Amérique du Nord.
- Nous faciliterons la participation des peuples autochtones, de la société civile, du milieu universitaire, des jeunes, du secteur privé et des collectivités d'Amérique du Nord aux activités de la CCE.
- Nous promouvons une plus grande sensibilisation aux défis environnementaux communs et définirons des solutions collaboratives.
- Nous continuerons de promouvoir le travail collaboratif afin de soutenir le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires en Amérique du Nord.

2. Pour en savoir plus, visitez : <https://www.cec.org/wp-content/uploads/CCE-2025-Declaration-ministerielle-2.pdf>.

3. En novembre 2025, le titre a changé pour « Water WISE: Water-Wastewater Integrated Solutions for Effectiveness ».



Ouverture officielle



Réunion CCPM

Pour sa part, le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la CCE a tenu une tribune publique, le 24 juillet⁴, intitulée « Bâtir des économies durables : des modèles circulaires et des solutions fondées sur la nature pour une Amérique du Nord résiliente ». Les membres du public qui y ont pris part ont pu engager un dialogue ouvert et partager leurs expériences. On a ainsi discuté de la façon de mettre en pratique ces méthodes à l'échelle régionale, et de la manière dont leur intégration pourrait accélérer la transition vers des systèmes économiques plus durables et plus équitables. Ces discussions aident la CCE à déterminer les nouvelles priorités environnementales essentielles à l'échelle locale et régionale. Pour en savoir plus sur cette tribune publique, cliquez [ici](#).

La session du Conseil et tribune publique du CCPM 2025 étaient ouvertes au public et ont été retransmises en direct en anglais, en français et en espagnol.

4. Ordre du jour de la tribune publique du CCPM : <https://www.cec.org/fr/activites/cce32/>.

Programme de travail pour 2025

Le Plan stratégique pour 2021 à 2025 a défini une feuille de route pour que nos trois pays collaborent aux grands enjeux environnementaux régionaux et mondiaux. Il définissait six priorités stratégiques en matière de coopération et deux approches générales visant à soutenir une mise en œuvre plus efficace des travaux de la CCE. Découvrez [ici](#) les instruments de gouvernance de la CCE qui ont orienté sa planification, sa surveillance et ses rapports afin d’obtenir des résultats concrets.

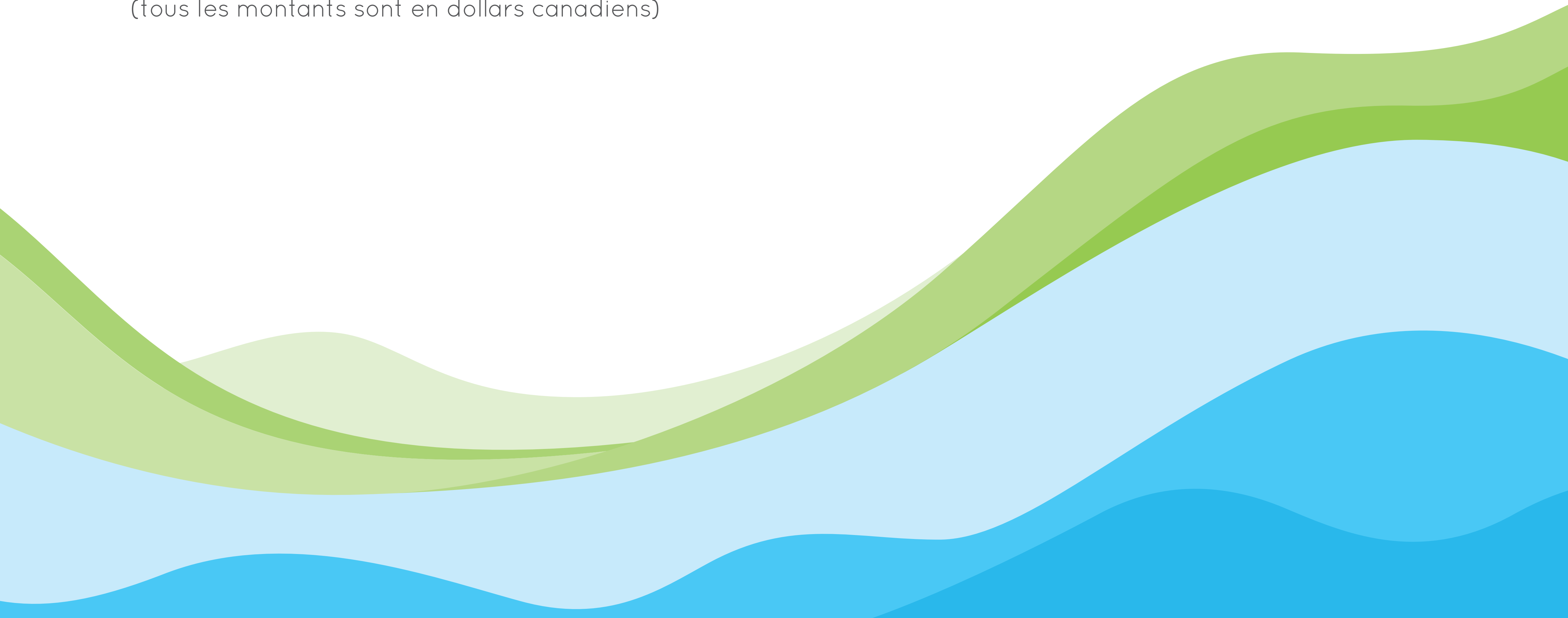


Figure 3. Priorités stratégiques de la CCE pour 2021 à 2025

Tout au long de l’année 2025, nos travaux ont porté sur la mise en œuvre des projets suivants, qui visaient les ambitieux objectifs du Plan stratégique pour 2021 à 2025.

Projets collaboratifs – progrès réalisés et résultats

(tous les montants sont en dollars canadiens)



En 2025, la CCE a mis en œuvre un vaste portefeuille de 21 projets trinationaux axés sur des priorités clés en matière d'environnement et de développement durable à l'échelle de l'Amérique du Nord. Ces projets couvraient les domaines suivants : adaptation au climat et résilience climatique, solutions fondées sur la nature pour lutter contre les inondations côtières, conservation du milieu marin et de la biodiversité, transition vers les énergies renouvelables, économie circulaire et gestion des déchets, réduction du gaspillage alimentaire, justice environnementale, savoirs et systèmes alimentaires autochtones, gestion des déchets et produits chimiques dangereux, consommation durable et éducation écologique. Ensemble, ces projets ont favorisé la collaboration entre gouvernements, peuples autochtones, collectivités locales, milieu universitaire, secteur privé et organisations de la société civile au Canada, au Mexique et aux États-Unis.

Dans l'ensemble de ce portefeuille, les projets ont produit divers outils pratiques – documents d'orientation, études de cas, ateliers, systèmes de suivi, projets pilotes et plateformes régionales de partage des connaissances – qui appuient la prise de décisions fondées sur des données probantes, les capacités des collectivités et la coopération transfrontalière. Un grand nombre de projets ont fortement misé sur les approches communautaires, la participation des peuples autochtones, la résilience climatique et les solutions fondées sur la nature ou circulaires; d'autres visaient à renforcer les systèmes techniques, la mise en place d'actions collaboratives, le soutien à la justice environnementale et la promotion de réseaux et de partenariats régionaux qui continueront à produire des effets au-delà de la durée de vie des projets.



Solutions fondées sur la nature (SFN) pour lutter contre les inondations dans les villes côtières

Budget et durée : 560 000 \$ CA

48 mois (de novembre 2021 à avril 2025; prolongé jusqu'en novembre 2025)

En 2025, la CCE a publié une série de quatre documents d'orientation consacrés aux avantages connexes des solutions fondées sur la nature (SFN), à l'adaptation des infrastructures existantes, au suivi de l'efficacité des SFN et aux méthodes de suivi. Ces documents étaient accompagnés de notes d'information. La CCE a également tenu deux webinaires pour partager des exemples concrets de mise en œuvre des SFN avec des professionnels du secteur, et a animé un kiosque durant le salon « Zone côtière Canada » (en juin 2025) pour présenter ces quatre documents d'orientation aux utilisateurs. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Les produits du projet (guides et notes d'information) favorisent l'adoption des SFN par un plus grand nombre de collectivités côtières qui prévoient de remplacer des infrastructures vieillissantes ou d'en installer de nouvelles pour faire face aux risques d'inondations. Ils informent les décideur·euses sur les options potentiellement mieux adaptées aux conditions environnementales actuelles et futures.
- Les professionnel·les peuvent maintenant utiliser ces documents pour guider les décideur·euses tout au long d'un processus de découverte des éléments à prendre en compte pour moderniser les infrastructures existantes à l'aide de SFN, s'informer sur les avantages connexes de ces solutions et recevoir des conseils sur le suivi de leur efficacité, ainsi que découvrir des exemples de mise en œuvre de ces solutions dans des collectivités nord-américaines. L'objectif est de lever les obstacles connus à la prise de décisions relatives à la mise en œuvre des SFN.

Transformation du recyclage et de la gestion des déchets solides en Amérique du Nord

Budget et durée : 1 530 000 \$ CA

Phase I (1^{re} et 2^e années – objectif 1) **745 000 \$ CA**

Phase II (3^e et 4^e années – objectif 2) **785 000 \$ CA**

52 mois (de novembre 2021 à octobre 2025; prolongé jusqu'en mars 2026)

En 2025, la CCE a poursuivi ses travaux sur une série distincte d'études marquantes pour le Mexique concernant les déchets de papier, de plastique et de bioplastique, afin d'aborder les enjeux propres à ce pays. Ces études ont été achevées à la fin de 2025 et seront publiées en mars 2026, en complément des trois études marquantes consacrées au Canada et aux États-Unis (publiées en décembre 2024). La CCE a également mis en œuvre un projet pilote conjoint portant sur le compostage du papier couché. Ce projet se fonde sur les résultats des études menées pour les États-Unis et le Canada, grâce à une collaboration entre l'industrie et des centres de recherche. Le rapport a été achevé en novembre 2025, et sa publication est prévue en mars 2026. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Les études marquantes menées aux États-Unis et au Canada sur les déchets de papier, de plastique et de bioplastique et publiées en décembre 2024 ainsi que les études consacrées au Mexique (portant sur les mêmes flux de déchets) qui seront publiées en 2026, permettent de mieux comprendre le secteur du recyclage à l'échelle régionale et favorisent un meilleur transfert de connaissances sur ce sujet.
- Axé sur le papier couché, le projet pilote conjoint de compostage en cours au Canada et aux États-Unis fournira des données probantes dans ce domaine et comblera des lacunes, ce qui pourrait faciliter l'élaboration de politiques et la prise de décisions. Le rapport contiendra les résultats de cette étude.





Renforcement des avantages qu'offrent les aires marines protégées

Budget et durée : 590 000 \$ CA

48 mois (de janvier 2022 à avril 2025; prolongé jusqu'en novembre 2025)

En 2025, la CCE a tenu une série d'ateliers en vue d'appuyer la collaboration transfrontalière en matière de conservation des requins dans le nord-est du Pacifique (de décembre 2024 à février 2025). Elle a appuyé le marquage des requins ainsi que d'autres activités de collecte de données sur les requins migrateurs, et rédigé des notes techniques sur la conservation du carbone bleu en vue de leur publication. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Ce projet a permis de renforcer la collaboration en Amérique du Nord en vue d'améliorer la connectivité et l'inclusivité dans le domaine de la conservation côtière et marine, au profit des collectivités côtières et des écosystèmes. La collaboration concernant les voies migratoires des baleines du Pacifique a été élargie, et une nouvelle collaboration sur les requins migrateurs a été mise en place. De nouvelles données collectées dans le cadre de ce projet sur les aires de répartition de plusieurs espèces de requins du Pacifique fourniront des éléments probants aux décideur·euses pour appuyer une conservation efficace.
- Des leaders autochtones et locaux de la conservation du littoral et issus de communautés sous-représentées ont pu joindre un public plus large. Des communautés autochtones ont partagé leurs expériences uniques avec leurs pairs d'autres paysages marins et écorégions du Pacifique, en participant à l'International Workshop on Indigenous Communities and Government Partnerships for Protected Area Management (atelier international sur les partenariats entre les communautés autochtones et les gouvernements pour la gestion des aires protégées) ainsi qu'au cinquième Congrès international sur les aires marines protégées.

Accroissement de la transparence dans la chaîne d'approvisionnement au sujet des substances chimiques que renferment les produits de consommation

Budget et durée : 270 000 \$ CA

39 mois (de juillet 2022 à mai 2025; prolongé jusqu'en octobre 2025)

En 2025, la CCE a organisé et animé un dernier atelier pour formuler des recommandations visant à renforcer la transparence de la chaîne d'approvisionnement (TCA) en Amérique du Nord. Elle a également mené trois études de cas sur des secteurs de pointe mettant en œuvre des pratiques exemplaires en matière de TCA : 1) les produits cosmétiques et de soins personnels; 2) l'électronique; et 3) un aperçu de la *Health Product Declaration Open Standard* (norme ouverte sur les déclarations sanitaires de produits) dans le secteur des matériaux de construction et du bâtiment. La Commission a rédigé le rapport contenant des recommandations basées sur les données issues de la recherche, des consultations et des ateliers. Elle a également compilé une base de données sur les outils et instruments de TCA actuellement utilisés en Amérique du Nord, à partir de renseignements issus du rapport intermédiaire, des consultations et des ateliers. Tous les résultats du projet ont été définis. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Le projet a atteint son objectif principal, à savoir favoriser la collaboration entre les pays d'Amérique du Nord afin d'améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement (TCA).
- Trois études de cas ont été élaborées afin d'illustrer plus en détail les différentes pratiques exemplaires en matière de TCA mises en œuvre dans les trois secteurs mentionnés ci-dessus.
- Des enquêtes et des ateliers interactifs organisés avec 120 intervenant-es clés représentant les gouvernements, le secteur privé, les organisations à but non lucratif, le milieu universitaire et les instances internationales ont mené à des recommandations pour renforcer la TCA. Celles-ci peuvent être regroupées en deux grandes catégories : renforcer les facteurs favorisant la TCA, et réduire les obstacles à la TCA.
- Élaboration d'un document d'information qui met en lumière les activités et conclusions du projet, ainsi que des recommandations propres à chaque pays et des recommandations générales visant à encourager et à faciliter la mise en œuvre de pratiques axées sur la transparence. Ce document comprend un [tableau interactif en ligne](#) complémentaire qui répertorie les réglementations, les outils et les projets actuels liés à la TCA.
- Une fois publiées, ces ressources devraient permettre aux organismes concernés et aux principales parties prenantes de partager une vision commune de l'éventail d'outils (technologies émergentes), de méthodes et d'exemples qui guideront les futures activités de mise en œuvre de la TCA.





Réseau de collectivités pour la justice environnementale (RCJE)

Budget et durée : 190 000 \$ CA

23 mois (d'avril 2023 à février 2025)

En 2025, la CCE a organisé un atelier virtuel de renforcement des capacités pour promouvoir l'apprentissage et le resserrement des liens entre membres du RCJE. Elle a aussi élaboré un plan de transition visant à maintenir le réseau, à le renforcer et à le rendre autonome, de même qu'elle offre des possibilités d'échange d'information. Elle a en outre créé et distribué une trousse d'outils du RCJE, des outils d'échange de connaissances (comme la *CEJN Story Map*, carte des récits d'utilisateurs) et de l'information culturellement significative. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Le projet a soutenu la création d'un réseau trinational visant à faciliter l'échange d'expertise communautaire, d'enseignements tirés de l'expérience et de conseils pratiques entre participants au réseau.

- Des ateliers et des webinaires trilatéraux :
 - o ont été créés en collaboration avec les collectivités et les organisations participantes sur différents thèmes (récits inspirants, méthodes innovantes de mobilisation communautaire et renforcement de l'autonomie des collectivités);
 - o ont renforcé la capacité de communautés autochtones et de collectivités locales, vulnérables, défavorisées et mal desservies d'Amérique du Nord à s'adapter et à prospérer dans le contexte des changements climatiques;
 - o ont favorisé la création d'alliances informelles permettant aux membres de communautés et aux organisations communautaires de collaborer et d'intensifier leur activité locale.
- Enfin, on a élaboré des outils d'échange de connaissances, comme la publication du document intitulé *Stratégies et outils communautaires de justice environnementale pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter*, disponible [ici](#), afin d'améliorer l'accès des communautés à de l'information et à des ressources adaptées à leur culture.

Stimuler les changements de comportement pour réduire la perte et le gaspillage d'aliments en Amérique du Nord, et une meilleure promotion et adoption des ressources de la CCE sur la perte et le gaspillage d'aliments

Budget et durée : 250 000 \$ CA
22 mois (de mai 2024 à octobre 2025; prolongé jusqu'en mars 2026)

En 2025, la CCE a poursuivi l'élaboration d'un guide pour spécialistes et de documents de formation expliquant quand et comment appliquer concrètement différentes théories du changement de comportement. L'objectif est d'améliorer l'adoption et l'efficacité des programmes et autres types d'interventions destinées au grand public visant à réduire la perte et le gaspillage d'aliments. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Ces documents, qui comprennent un guide à l'intention des professionnels ainsi que du matériel de formation, devraient aider les collectivités locales à préparer des campagnes publiques allant au-delà de la simple sensibilisation.
- Dans le cadre des mesures de sensibilisation, de promotion et de diffusion de ses produits liés à la perte et au gaspillage d'aliments, la CCE : a participé à la Semaine de la prévention du gaspillage alimentaire; a publié trois annonces dans le magazine de l'Association canadienne des directeurs d'école, ainsi qu'un éditorial dans le numéro d'hiver; a fait équipe avec l'Organisation mondiale du mouvement scout pour participer, en octobre, à l'événement JOTA-JOTI 2025 (*Jamboree On The Air - Jamboree On The Internet*).





Étude de cadrage d'un centre nord-américain pour la substitution éclairée

Budget et durée : 50 000 \$ CA

17 mois (de juillet 2024 à juillet 2025; prolongé jusqu'en décembre 2025)

En 2025, la CCE a mené une étude préliminaire en vue d'établir un centre trinational pour la substitution éclairée des substances chimiques préoccupantes. Cette étude visait à partager des connaissances et à promouvoir des pratiques exemplaires, à évaluer des solutions de remplacement et la substitution éclairée à l'échelle de l'Amérique du Nord. Le rapport d'étude proposait un modèle à trois volets d'un centre nord-américain pour la substitution éclairée (NACoIS) ainsi que des options évolutives en matière d'investissement et de dotation qui appuieraient la coordination en Amérique du Nord et amélioreraient les capacités de remplacement des substances chimiques dangereuses par des solutions plus sûres. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Les 29 et 30 septembre 2025, un atelier a réuni des spécialistes et intervenants des trois pays qui ont discuté de modèles de collaboration potentiels et évolutifs, et recueilli des idées sur la conception d'un éventuel projet pilote pour un centre nord-américain pour la substitution éclairée.
- On a rédigé un rapport interne présentant le modèle à trois volets proposé pour le NACoIS, et mené les travaux de cadrage d'un projet pilote de NACoIS.

Stratégies d'atténuation rapide des polluants climatiques de courte durée de vie

Budget et durée : 400 000 \$ CA

18 mois (de janvier 2025 à juillet 2026)

Ce projet avait pour objectif d'harmoniser les activités en Amérique du Nord avec les percées et engagements à l'échelle internationale visant à mieux quantifier et à réduire les émissions de méthane dans le secteur des déchets. Nous avons ainsi lancé des projets de collaboration et d'échange d'informations avec des spécialistes et des partenaires clés dans le but de mieux cerner l'état actuel des technologies de télédétection du méthane et d'affiner le cadre du projet. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Collaboration avec des partenaires clés, notamment Carbon Mapper, l'Organisation météorologique mondiale et la Coalition pour le climat et l'air pur.
- Élaboration des modalités et demande de propositions pour les activités liées au projet.
- La mise en œuvre du projet est prévue en 2026.





Renforcement de la conservation du monarque grâce à une collaboration fondée sur des données probantes

Budget et durée : 180 000 \$ CA

14 mois (de janvier 2025 à mars 2026)

En 2025, la CCE a animé des réunions du Partenariat scientifique trinational pour la science de la conservation du monarque (PSTCM) et d'autres groupes intéressés afin de déterminer ensemble les domaines prioritaires pour les professionnel·les de la conservation en Amérique du Nord. Elle a rendu compte au PSTCM et aux autres groupes intéressés des domaines prioritaires convenus, fondés sur des données probantes, pour les mesures de conservation du monarque. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Le projet facilite l'entente quant aux priorités de conservation fondées sur des données scientifiques afin de baser les actions futures sur une approche scientifique rigoureuse, et renforce les fondements nécessaires à des activités de conservation du monarque plus unifiées et plus stratégiques à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- Le projet a relancé le PSTCM, après une période d'inactivité depuis le dernier projet consacré au monarque (2019). Il a également favorisé la collaboration entre divers intervenants, grâce à la mobilisation de nombreuses personnes et à la participation à des événements de grande envergure, comme le sommet sur le monarque (*Monarch Summit*).

Renforcement des capacités pour garantir un fonctionnement efficace du système d'échange électronique de données de notification et de consentement (NCEDE) et des autres déchets contrôlés par les trois pays

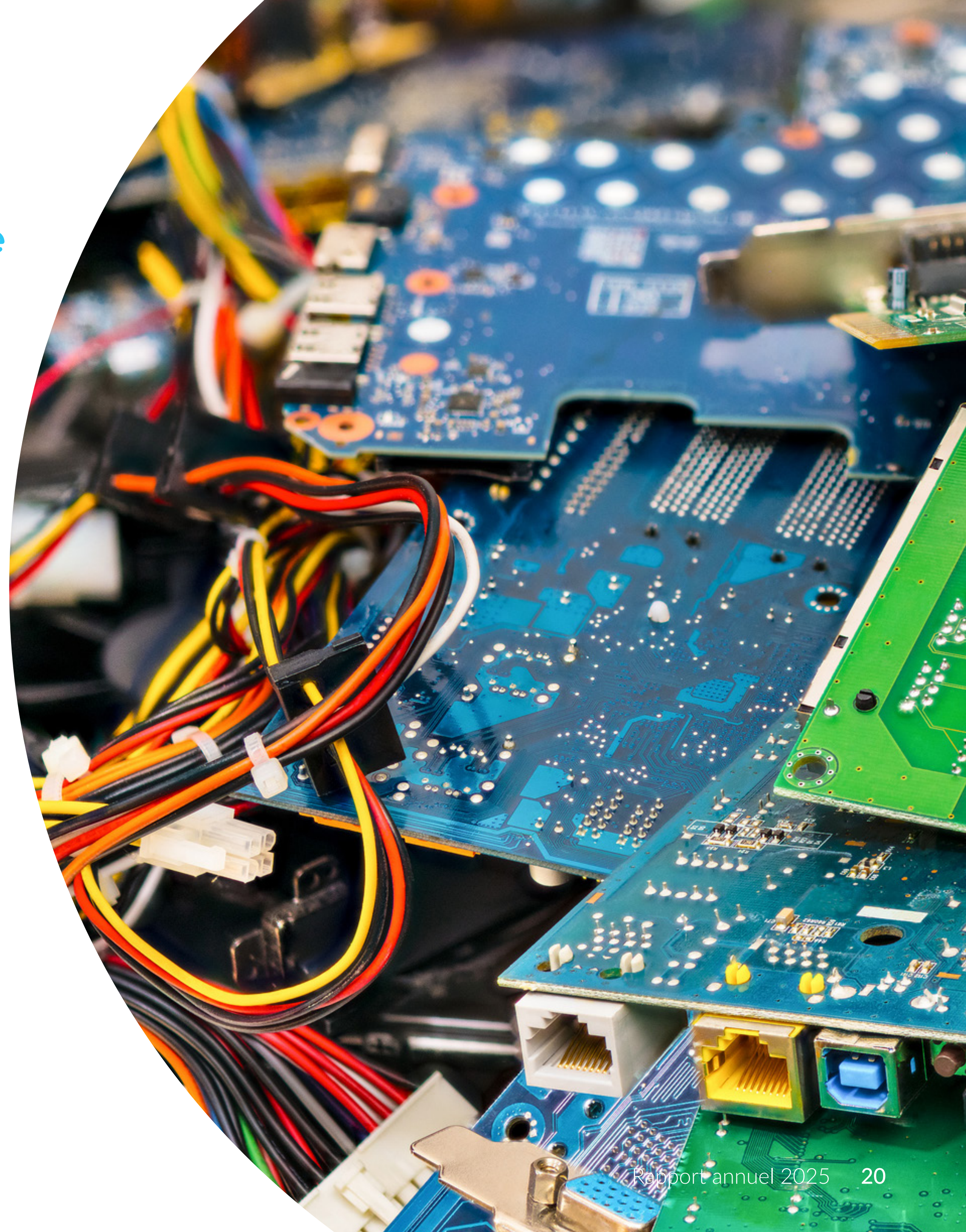
Budget et durée : 200 000 \$ CA

24 mois (de février 2025 à août 2026; prolongé jusqu'en février 2027)

En 2025, la CCE a facilité des échanges d'informations trilatéraux réguliers afin de favoriser les mises à jour et des activités de renforcement des capacités liées au système NCEDE. Les nouvelles mises à jour du système permettent une plus grande harmonisation avec les modifications récentes de la réglementation sur l'importation, l'exportation et le transport des déchets dangereux en Amérique du Nord, ainsi qu'avec les modifications apportées aux listes du Code international d'identification des déchets concernant les déchets électroniques et électriques, dans le cadre de la Convention de Bâle. Ces modifications sont entrées en vigueur en janvier 2025. Les activités du projet ont fourni un soutien informatique et renforcé les capacités pour apporter toute modification ou tout développement nécessaire, ainsi que du soutien EM (exploitation et maintenance) pour le système TI du Semarnat. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Les activités de mise à jour et de renforcement des capacités du système NCEDE au Mexique ont débuté en juillet 2025. Menées avec le personnel de soutien EM, ces activités ont permis au Semarnat de se familiariser avec le nouveau système.
- En octobre 2025, sur les 18 mises à jour prioritaires du système NCEDE au Mexique, 11 ont été achevées, une était en cours, et six étaient en attente.





Profiter de la Coupe du monde et d'autres événements de grande envergure pour sensibiliser à l'importance de réduire le gaspillage alimentaire

Budget et durée : 425 000 \$ CA

27 mois (d'avril 2025 à avril 2027; prolongé jusqu'en juillet 2027)

La CCE a mené les premières activités de mise en œuvre et géré le processus de recrutement d'un·e consultant·e chargé·e d'appuyer la mise en œuvre du projet. La plupart des activités se dérouleront en 2026 et 2027. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Les documents en cours d'élaboration visent à renforcer et à élargir la communauté de pratique et les réseaux existants afin de limiter les effets du gaspillage alimentaire grâce au pouvoir de mobilisation de grands événements, quelle qu'en soit la thématique.

Cadrage : adoption de pratiques exemplaires pour la gestion écologiquement rationnelle des batteries d'accumulateurs au plomb usées (BAPU)

Budget et durée : 50 000 \$ CA

12 mois (de décembre 2025 à décembre 2026)

La mise en œuvre du projet a débuté en décembre 2025. Ce projet permettra de déterminer l'ampleur de l'adoption des lignes directrices de la CCE de 2015 et 2016 concernant la gestion rationnelle des batteries au Canada, au Mexique et aux États-Unis, et de recueillir des données sur les pratiques actuelles de gestion des BAPU, ainsi que sur les mesures prises pour réduire les émissions de plomb. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Résultats notables :

- Les résultats sont attendus en 2026. Ils permettront de mieux comprendre l'incidence à long terme des projets passés de la CCE, et de formuler des recommandations pour améliorer la diffusion et l'adoption des pratiques de GER dans ce secteur.





Amélioration de la qualité de l'air dans une optique de justice environnementale

Budget et durée : 1 000 000 \$ CA

48 mois (d'octobre 2022 à septembre 2025; prolongé jusqu'en octobre 2026)

En 2025, la CCE a finalisé ses plans de surveillance et lancé le déploiement et l'essai de capteurs de surveillance; elle a également installé d'autres capteurs à faible coût pour mesurer les particules fines de moins de 2,5 microns ($PM_{2,5}$). C'est le Canada, par l'intermédiaire d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), qui a fait don de ces capteurs, en complément au mesurage en Colombie-Britannique et au partage d'expériences en matière d'utilisation des technologies et de stratégies d'atténuation. Un atelier consacré à la gestion et à l'analyse des données sur la qualité de l'air menées par les collectivités a eu lieu en octobre 2025. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Les organisations communautaires partenaires du projet ont achevé l'installation des capteurs de carbone noir et de $PM_{2,5}$. Le matériel se composait de 12 appareils de mesure du carbone noir, d'un compteur de particules portable, de 3 stations météorologiques, de 2 profileurs de particules et de 22 capteurs de $PM_{2,5}$.
- Le nombre et le type d'appareils de surveillance ont été choisis en fonction des besoins des collectivités et de la portée de leurs activités. Une formation complémentaire sur le fonctionnement des capteurs de particules a également été offerte.

Gestion des engins de pêche fantômes en Amérique du Nord

Budget et durée : 1 000 000 \$ CA

38 mois (de décembre 2022 à février 2026)

En 2025, la CCE a : appuyé la coordination de projets de sensibilisation aux engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (EPAPR); mobilisé des pêcheurs de *Panulirus interruptus*, une espèce de langouste, membres de coopératives de pêche de Basse-Californie du Sud, au Mexique ainsi que des pêcheurs de homards de Nouvelle-Écosse, au Canada, pour mettre à l'essai deux types de dispositifs de suivi des engins de pêche afin de réduire la présence d'engins fantômes; retiré de nombreux engins de pêche en Basse-Californie du Sud, au Yucatán et dans le Quintana Roo, en récupérant des lignes de pêche, des filets maillants et des casiers dans les récifs coralliens et autres habitats; animé un webinaire de clôture pour présenter les résultats du projet. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Des pêcheurs ont été formés aux pratiques exemplaires visant à réduire la perte d'engins de pêche. Ils ont désormais accès à des documents en espagnol sur la prévention des engins fantômes.
- Les pêcheurs de 14 coopératives de pêche (regroupant plus de 1 200 pêcheurs) de Basse-Californie du Sud utilisent désormais des bouées de suivi des engins de pêche dans le cadre de leurs pratiques courantes.
- Des membres de collectivités côtières ont été formés à la récupération en toute sécurité des engins fantômes existants, et plusieurs de ces engins ont été retirés, mettant ainsi fin à des années d'effets négatifs.
- Des pêcheurs ont également été formés à l'élimination responsable des engins en fin de vie; la collecte de ces derniers s'effectue désormais de manière plus efficace et plus respectueuse de l'environnement.





Transition des collectivités éloignées à l'énergie renouvelable (IRENA)

Budget et durée : 500 000 \$ CA

44 mois (d'avril 2023 à mars 2025; prolongé jusqu'en décembre 2026)

En 2025, la CCE a continué de s'engager auprès des collectivités participantes, en publiant un rapport de consultation résumant les résultats de sa mobilisation. Elle a également produit des ressources visuelles pour sensibiliser et promouvoir ses projets. Elle a tenu des réunions en ligne avec les collectivités participantes afin d'échanger des informations et des expériences sur la mise en œuvre de leurs projets énergétiques; mis en évidence les expériences des collectivités en matière de mise en œuvre des énergies renouvelables pour des partenaires internationaux (par exemple, le *Market Place of Ideas* – réunion annuelle de la Coalition pour le climat et l'air pur); mené une campagne visant à diffuser et à promouvoir les conclusions du projet et des études de cas de la CCE et de l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables). Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Achèvement d'études de cas mettant en lumière des transitions réussies vers les énergies renouvelables menées par des communautés dans neuf localités du Canada, du Mexique et des États-Unis. La publication de ces documents est prévue au début de 2026.
- Ces études de cas constituent un recueil d'expériences qui sert de référence à d'autres collectivités aux prises avec des défis énergétiques similaires et cherchant à réduire leur dépendance aux combustibles fossiles. Elles servent également d'outil aux bailleurs de fonds, aux gouvernements et aux professionnel·les du secteur de l'énergie qui souhaitent collaborer efficacement avec les collectivités.
- Dans le cadre de ce travail, l'une des collectivités a gagné en visibilité et a pu obtenir des subventions pour résoudre des problèmes techniques et d'équipement qui nuisaient au fonctionnement de son système d'énergie renouvelable.
- Cette année, le projet a été sélectionné pour être présenté lors du *Marketplace of Ideas* (Marché des idées) de la réunion annuelle de la Coalition pour le climat et l'air pur.
- Le Centre national des hautes technologies du Costa Rica (CeNAT) a invité la CCE à présenter les résultats du projet lors d'une tribune en ligne (le 9 octobre 2025) consacrée aux stratégies de transition vers l'énergie durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Ce projet a resserré la collaboration stratégique avec des partenaires internationaux clés, notamment l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).
- En recueillant des informations sur le terrain et en mobilisant des collectivités déjà engagées ou non, la CCE a facilité un échange de connaissances constructif sur la mise en œuvre des énergies renouvelables dans les collectivités rurales, notamment Casa Pueblo (Porto Rico) et la Fundación Tosepan (Mexique).

Résilience des systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones

Budget et durée : 300 000 \$ CA

34 mois (de janvier 2024 à janvier 2026; prolongé jusqu'en décembre 2026)

En 2025, le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET) a tenu des réunions de travail à Montréal, le 27 mars; à Mexico, le 23 juillet; et de nouveau à Montréal, le 4 décembre. Leur objectif était de définir plus précisément le champ d'application du projet. La CCE organisera des activités de mobilisation intercommunautaire ainsi que des visites d'échange tout au long du premier semestre de 2026. Parallèlement, le GSCET a commandé un rapport qui dressera un état des lieux des systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones en Amérique du Nord. Ce rapport comprendra une revue de la littérature sur l'utilisation du savoir autochtone relatif aux systèmes alimentaires des peuples autochtones dans toute l'Amérique du Nord. Il fournira également de l'information sur les pratiques alimentaires ancestrales des Autochtones ainsi que sur les pratiques contemporaines. La CCE rédigera un rapport définitif décrivant les résultats et les conclusions des visites d'échange communautaires ainsi que de la revue de la littérature. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- On s'attend à ce que ces visites d'échange réunissent une communauté, une nation ou une tribu autochtone par pays, en vue de favoriser le dialogue sur la souveraineté alimentaire traditionnelle et de soutenir les réseaux transfrontaliers.
- Le rapport définitif devrait indiquer comment la CCE et d'autres acteurs clés pourraient mieux appuyer et respecter les systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones à l'échelle de l'Amérique du Nord.





Promotion de l'approvisionnement responsable en produits du bois

Budget et durée : 300 000 \$ CA

33 mois (de janvier 2024 à janvier 2026; prolongé jusqu'en octobre 2026)

En 2025, la CCE a procédé à une revue de la littérature existante et des programmes en cours, évalué le niveau de compréhension des consommateurs dans les trois pays concernés, et organisé une session en ligne (le 23 juillet 2025) avec un éventail de spécialistes gouvernementaux, universitaires, du secteur privé et d'organisations à but non lucratif ou de certification des trois pays, afin d'approfondir cette analyse. La CCE a également lancé le processus de recrutement d'un·e consultant·e responsable de la conception, de la mise en œuvre, de l'optimisation et du suivi d'une stratégie de sensibilisation du public – adaptée à chaque pays et disponible dans les trois langues. L'objectif est de faire connaître l'importance de l'achat responsable de produits dérivés du bois, de l'aménagement forestier durable (AFD) et de la lutte contre l'exploitation forestière illégale en Amérique du Nord. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- L'atelier en ligne animé par des spécialistes a permis de valider les renseignements collectés tout au long du projet et de finaliser le rapport.
- Les participant·es à l'atelier ont reconnu que le projet générerait de nouvelles connaissances et ont souligné son efficacité pour mieux cerner le manque de connaissances des consommateur·trices à propos de l'AFD et de l'exploitation forestière illégale en Amérique du Nord.

Atteindre l'horizon 2030 : une perspective environnementale pour la coopération nord-américaine

Budget et durée : 500 000 \$ CA

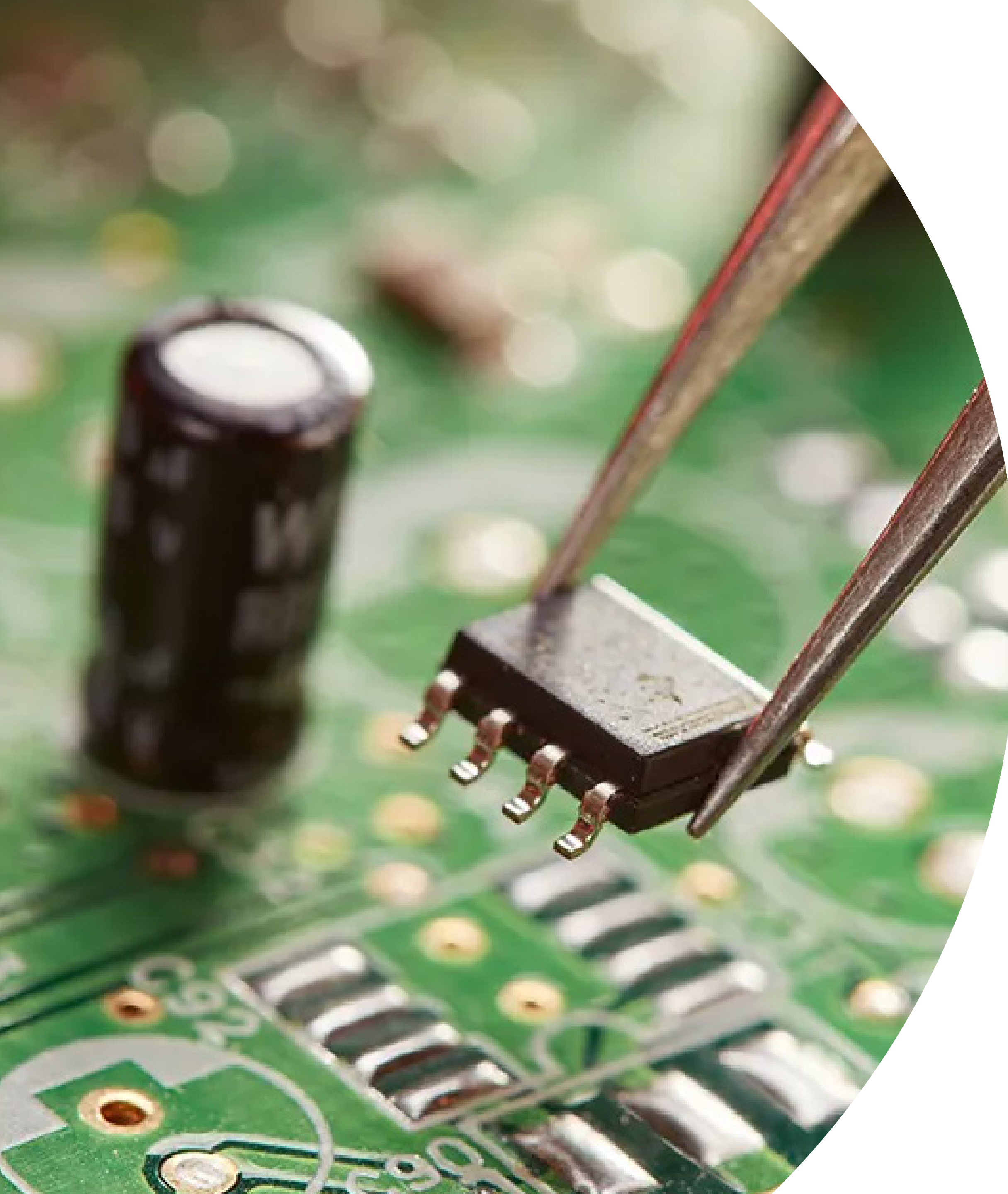
28 mois (d'avril 2024 à février 2026; prolongé jusqu'en août 2026)

En 2025, la CCE a tenu des réunions périodiques de spécialistes afin d'alimenter le rapport H-2030, a dressé une liste de spécialistes des trois pays pour chaque axe de travail (y compris les détenteur·trices du savoir traditionnel) et organisé des groupes de discussion et des rencontres individuelles. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- L'initiative « Atteindre l'horizon 2030 » a bénéficié des conseils stratégiques de 58 responsables gouvernementaux désigné·es, des connaissances approfondies de 53 spécialistes des domaines correspondant aux thèmes prioritaires, ainsi que de processus de consultation publique qui ont permis de recueillir les commentaires de plus de 500 personnes à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- Une première version du rapport définitif a été remise aux Parties à des fins d'examen interne.





Possibilités de circularité dans le secteur nord-américain de l'électronique : phase 1

Budget et durée : 750 000 \$ CA
24 mois (de juin 2024 à juin 2026)

En 2025, la CCE a mené un vaste processus de consultation auprès des principales parties prenantes œuvrant dans le domaine de l'économie circulaire et dans le secteur de l'électronique en Amérique du Nord, en insistant particulièrement sur les téléphones mobiles. On cherchait à comprendre les pratiques actuelles et futures en matière d'économie circulaire en ce qui concerne ces appareils. Grâce à des recherches itératives et aux commentaires issus de ce processus de consultation, la CCE prépare actuellement une étude visant à évaluer le potentiel national et régional en matière de circularité tout au long du cycle de vie complet dans le sous-secteur de la téléphonie mobile, et à déterminer les facteurs qui pourraient favoriser la circularité en Amérique du Nord. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- La CCE a facilité des échanges entre des représentant-es de l'industrie, des ONG, le milieu universitaire et les gouvernements travaillant sur la circularité et/ou le secteur de l'électronique, afin de déterminer les lacunes, les points positifs et les enseignements tirés qui seraient utiles à l'un des pays d'Amérique du Nord, ou aux trois.
- Cette consultation a permis de cerner les obstacles, les points positifs et les pistes de solution pour promouvoir l'économie circulaire dans le domaine des téléphones mobiles dans chaque pays, ainsi que les possibilités de coopération régionale.
- Une étude sur le potentiel de l'économie circulaire, axée sur l'ensemble du cycle de vie des téléphones mobiles, sera élaborée et finalisée en 2026.

Initiative communautaire d'éducation environnementale pour la protection du patrimoine bioculturel

Budget et durée : 1 160 000 \$ CA

36 mois (de janvier 2025 à juillet 2027; prolongé jusqu'en janvier 2028)

En 2025, la CCE a lancé les travaux préparatoires en vue du lancement du projet, y compris le processus de sélection du·de la consultant·e principal·e responsable d'appuyer les travaux et la mise en œuvre. La CCE a réalisé une analyse contextuelle des programmes, des ressources, des projets et des parties prenantes clés qui adoptent des approches d'éducation écologique et de dialogue sur les connaissances pour aborder les questions liées à l'action climatique, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la protection et à la restauration du patrimoine bioculturel. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet.

Résultats notables :

- Les travaux préparatoires et les processus menés au cours de l'année 2025 ont ouvert la voie à la mise en œuvre complète du projet en 2026 et 2027.



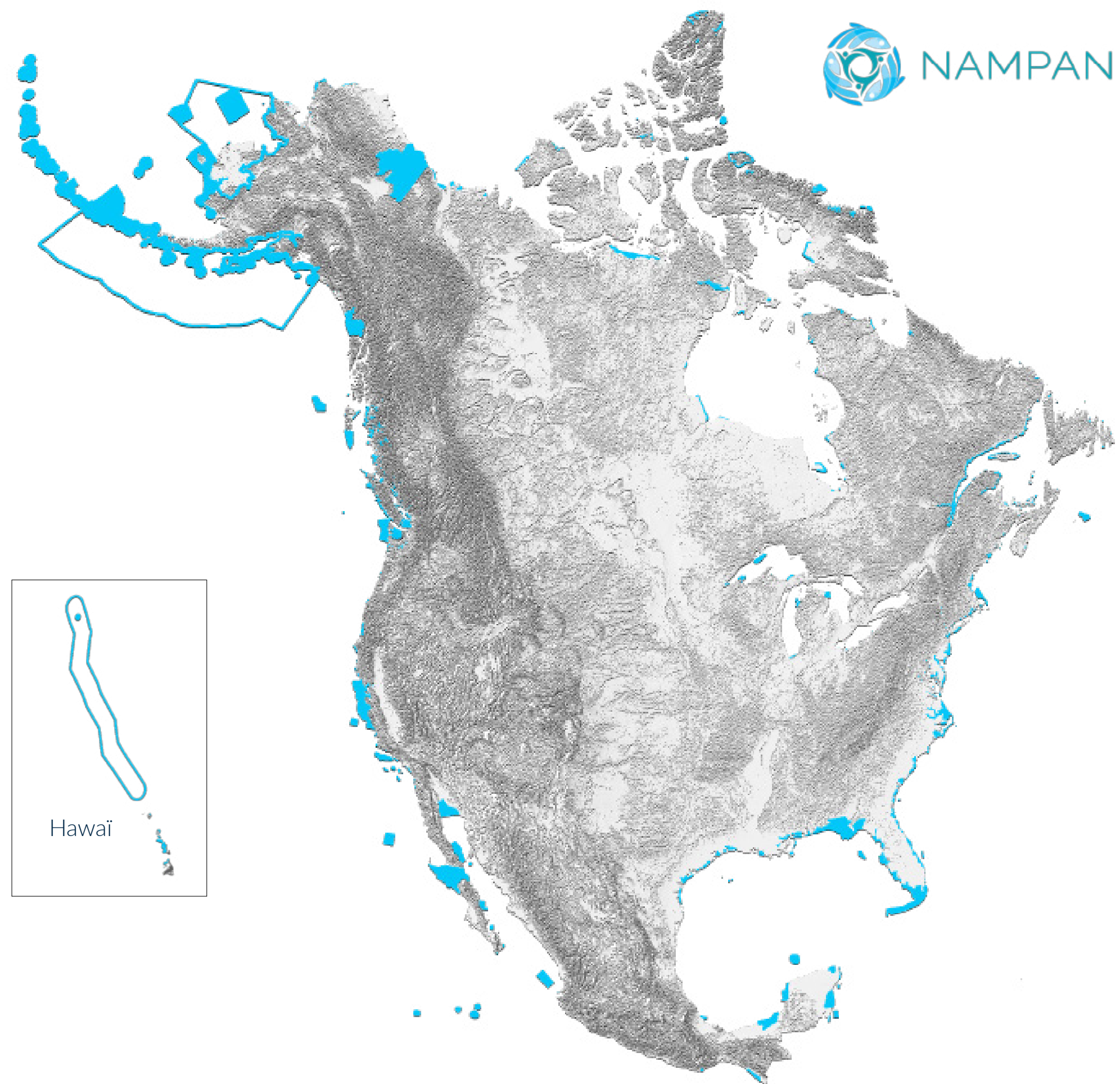


Figure 4. Réseau nord-américain d'aires marines protégées (NAMPAN)

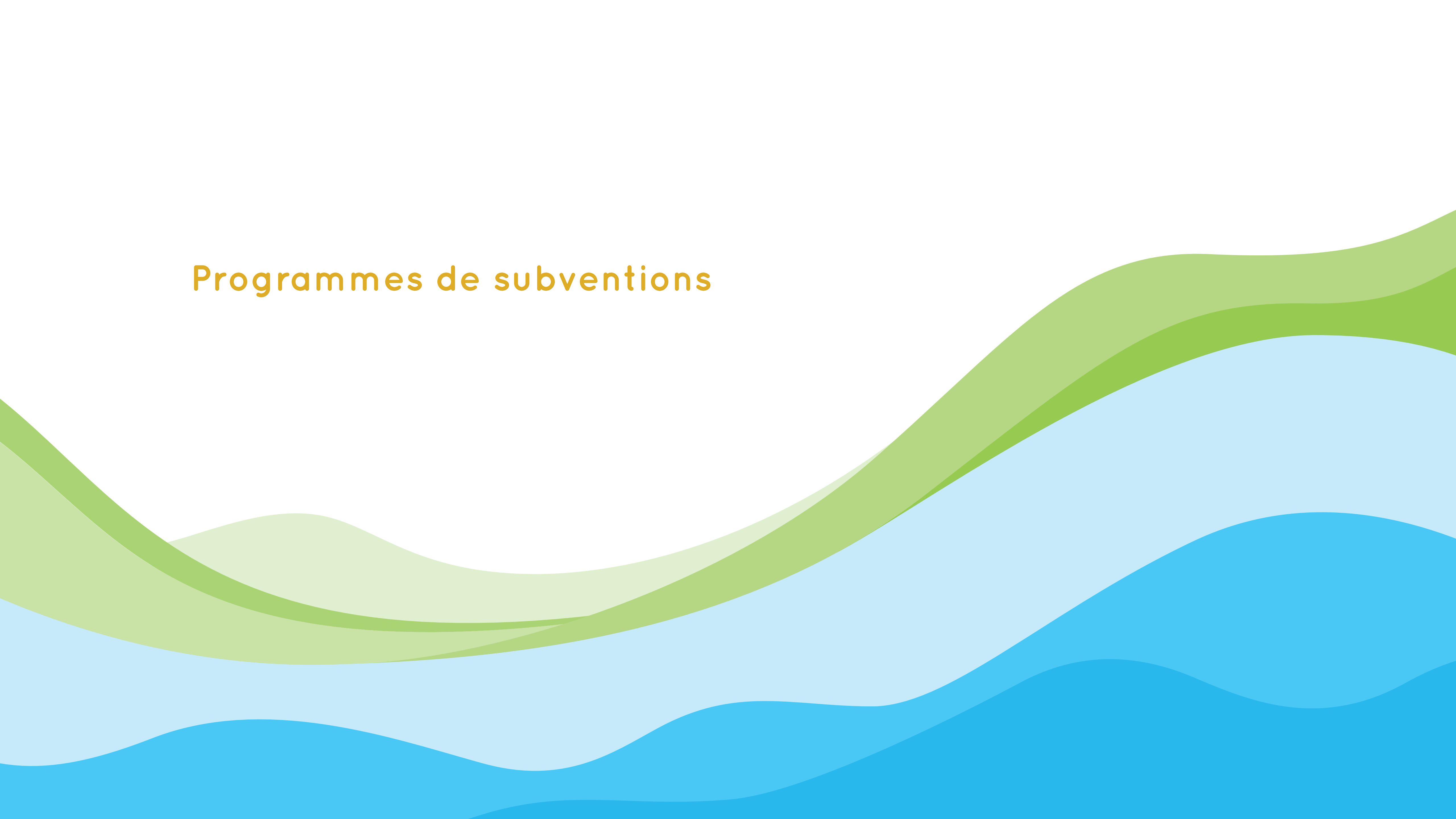
Réseau nord-américain d'aires marines protégées (NAMPAN)

Le *North American Marine Protected Areas Network* ([NAMPAN](#), Réseau nord-américain d'aires marines protégées) regroupe des organismes de gestion des ressources, des gestionnaires d'aires marines protégées (AMP), des professionnel·les et d'autres spécialistes intéressé·es au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Il vise à renforcer la conservation de la biodiversité dans les habitats marins essentiels de toute la région et à faciliter la coopération transfrontalière ainsi que l'échange d'informations entre spécialistes et gestionnaires d'AMP afin de renforcer les capacités et de favoriser l'établissement de liens en améliorant la communication.

Résultats notables :

- Le 10 décembre 2025, la CCE a animé un examen approfondi en ligne pour 30 participant·es issu·es des gouvernements sur les avantages sociaux, culturels et économiques des AMP, et a élaboré un résumé graphique pour expliquer les points clés.
- Nous avons collaboré avec d'autres réseaux d'AMP par l'intermédiaire de voies existantes afin de partager les pratiques exemplaires et les enseignements tirés.
- Nous avons représenté le NAMPAN lors de différents événements afin de renforcer la collaboration et les partenariats, grâce à une participation coordonnée à la Conférence des Nations unies sur les océans (juin 2025) et à des webinaires organisés par le réseau des AMP.

Programmes de subventions

The background features a series of overlapping, wavy, organic shapes in shades of green and blue. The green shapes are layered on top of the blue ones, creating a sense of depth and movement. The colors transition from a light, pale green and blue on the left to a more vibrant, saturated green and blue on the right. The overall effect is a modern, minimalist landscape or water-themed graphic.

Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement

Programme de subventions biennal, le Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE) de la CCE mobilise les communautés locales et autochtones et les aide à relever les défis environnementaux les plus pressants. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

En 2025, le huitième cycle du PNAACE a été annoncé lors de la session du Conseil; il cible les projets d'économie circulaire. L'appel de propositions a été lancé le 23 octobre 2025.

Résultats notables :

- Trois projets subventionnés par le PNAACE ont été présentés durant la session 2025 du Conseil.
- Une vidéo présentant les résultats des projets subventionnés (un par pays) a été présentée lors de la session 2025 du Conseil. Cette [vidéo](#) (composée de trois courts métrages) a également été diffusée sur les réseaux sociaux de la CCE tout au long de l'automne 2025 pour mettre en évidence le rôle déterminant du soutien de la CCE dans la mise en œuvre de changements au plan local et la gestion des enjeux environnementaux majeurs auxquels font face les collectivités des trois pays.



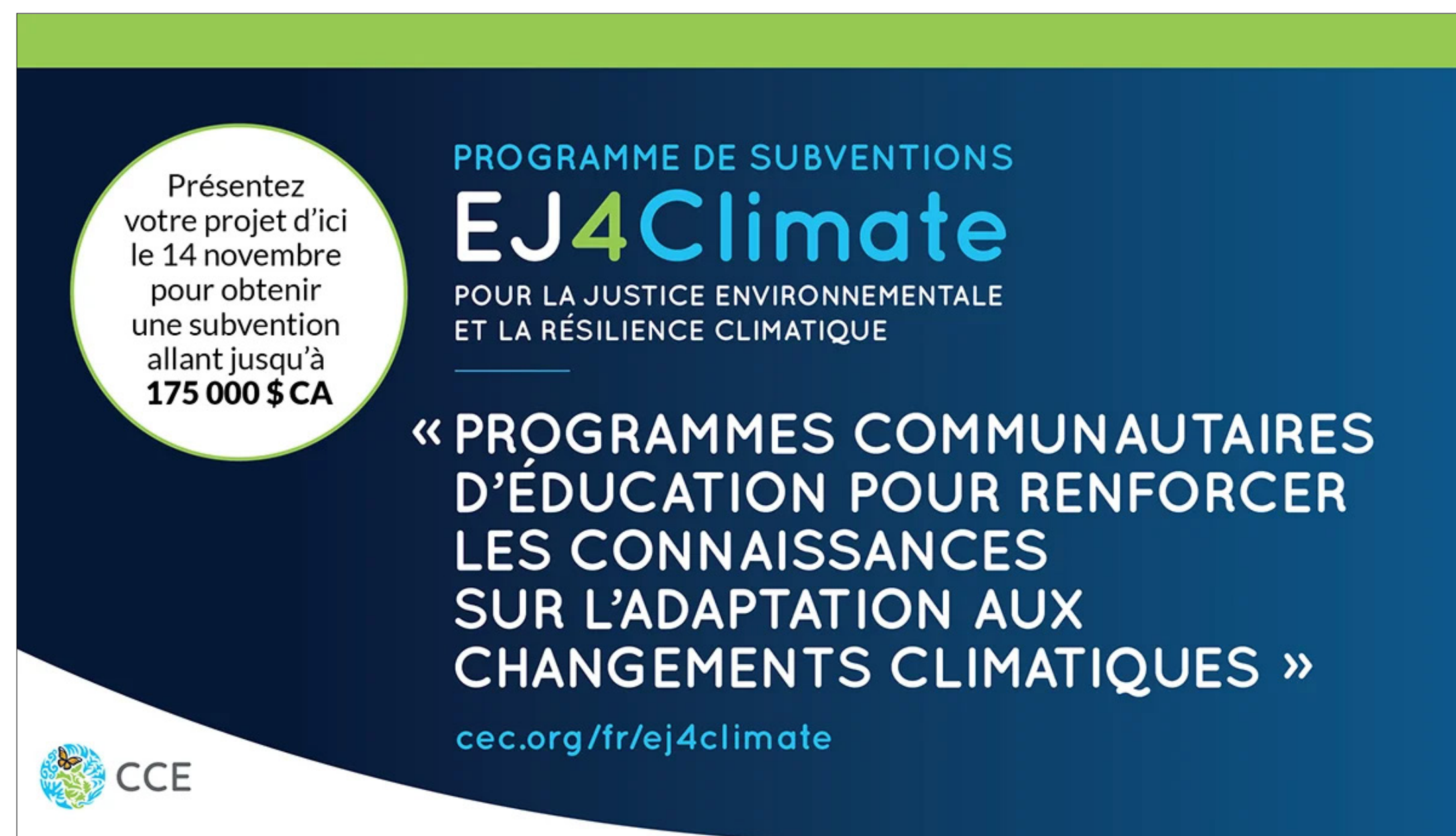


Figure 5. Programme de subventions EJ4Climate

Programme de subventions EJ4Climate : justice environnementale et résilience climatique

Depuis septembre 2021, la CCE met en œuvre ce programme annuel de subventions pour soutenir les collectivités défavorisées et vulnérables ainsi que les communautés autochtones d'Amérique du Nord, en les aidant à mieux se préparer et résister aux effets des changements climatiques. Le programme EJ4Climate subventionne directement des organismes communautaires et appuie la justice environnementale en favorisant la participation et le pouvoir d'agir de collectivités à la recherche de solutions aux défis environnementaux et en établissant des partenariats pour remédier à leur vulnérabilité en matière d'environnement et de santé humaine, notamment liée aux effets des changements climatiques. Le quatrième cycle de financement du programme EJ4Climate a marqué la fin du programme de subventions en 2025. Au total, 54 projets ont été sélectionnés pour bénéficier d'un financement au cours du cycle quadriennal du programme. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

Résultats notables :

- En septembre 2025, des subventions EJ4Climate ont été confirmées pour 12 bénéficiaires et leurs projets d'éducation communautaire.

Améliorer l'accès à l'information
pour la prise de décisions

Registre nord-américain des rejets et des transferts de polluants (RNARTP)

Le Registre nord-américain des rejets et des transferts de polluants (RNARTP) compile, harmonise et présente les données relatives aux sources des polluants que déclarent environ 40 000 installations industrielles aux registres des rejets et des transferts de polluants (RRTP) du Canada, du Mexique et des États-Unis, aux quantités de ces polluants et à leurs modes de gestion. Ces données sont accessibles sur le site Web [À l'heure des comptes](#).

Résultats notables :

- Au cours de la période de janvier à septembre 2025, la base de données *À l'heure des comptes en ligne* a enregistré plus de 65 000 consultations.
- Voici certaines des activités entreprises cette année :
 - o Ajout à la base de données des RRTP d'Amérique du Nord *À l'heure des comptes en ligne* un nouvel ensemble de données portant sur les gaz à effet de serre (GES) pour la période allant de 2010 à 2023.
 - o Évaluation de la comparabilité des données des RRTP nationaux afin de soutenir les mesures d'amélioration de la qualité et la comparabilité des données du RNARTP.
 - o Achèvement de la phase 1 du défi *Pollution Prevention* (P2) : analyse des données relatives au secteur de la construction automobile nord-américain et à sa chaîne d'approvisionnement.
 - o En coopération avec l'OCDE, analyse des transferts transfrontaliers de substances visées par les RRTP.

- Les activités susmentionnées ont été présentées et abordées lors de la réunion publique consacrée au RNARTP, tenue à Mexico en février 2025. Elle a rassemblé des représentant·es des RRTP nationaux ainsi que d'autres organismes gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales, de l'industrie, du milieu universitaire et du public intéressé·es par l'échange d'informations et d'idées sur la pollution, l'industrie durable et l'accès à l'information environnementale à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- Les résultats préliminaires des analyses des données sur les transferts transfrontaliers ont été présentés lors de la réunion de septembre 2025 du Groupe de travail sur les RRTP de l'OCDE.
- La CCE a également organisé et animé des réunions d'échange d'informations sur la collecte de données, l'assurance et le contrôle de la qualité (AQ/CQ), et les procédures de validation des RRTP nationaux (TRI, INRP et RETC).

Atlas environnemental de l'Amérique du Nord et Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre

L'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord, c'est une ressource cartographique en ligne qui fournit des données géospatiales combinées et harmonisées sur l'environnement. Ces données proviennent du Canada, du Mexique et des États-Unis. Cet outil offre une perspective continentale et régionale des enjeux environnementaux transfrontaliers et appuie un grand nombre de travaux de recherche et d'analyse gouvernementales et universitaires sur des enjeux environnementaux en Amérique du Nord, comme en témoignent plus [de 1 000 rapports et articles scientifiques publiés](#). On peut consulter l'Atlas [ici](#).

Le Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS, selon le sigle anglais) est un projet de collaboration que mènent actuellement la CCE et les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis ainsi que leurs organismes respectifs chargés de la cartographie. L'objectif est de surveiller la couverture terrestre et son évolution au fil du temps à l'échelle nord-américaine. Les produits du NALCMS sont accessibles dans l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord. Ils décrivent de manière transparente et uniforme la couverture terrestre et les changements qu'elle subit dans toute l'Amérique du Nord, grâce à la compilation et à l'harmonisation des ensembles de données géospatiales de chaque pays. Vous trouverez de plus amples renseignements à propos du NALCMS [ici](#).

Notable results (Atlas et NALCMS) :

- De janvier à décembre 2025, le site Web de l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord (« l'Atlas ») a enregistré 109 941 visites.
- En 2025, 75 publications scientifiques externes ont fait référence aux produits de l'Atlas, dont 39 ont mentionné tout particulièrement les produits relatifs à la couverture terrestre du NALCMS.
- Une nouvelle mise à jour de l'ensemble de données sur les aires protégées d'Amérique du Nord a été publiée en avril 2025.
- Tous les ensembles de données existants de l'Atlas sont désormais entièrement compatibles avec les logiciels libres de SIG (par exemple, les légendes et la symbologie), afin d'améliorer l'accessibilité des produits géospatiaux de la CCE et d'en accroître l'utilisation.
- En juillet 2025, la CCE a organisé et animé la réunion annuelle sur le NALCMS à Mexico, au Mexique.
- En janvier 2025, la CCE a présenté l'Atlas aux chercheur·euses et aux étudiant·es de troisième cycle du *Centro de Investigaciones en Geografía Ambiental* (CIGA, Centre de recherche en géographie environnementale) de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM, Université nationale autonome du Mexique).

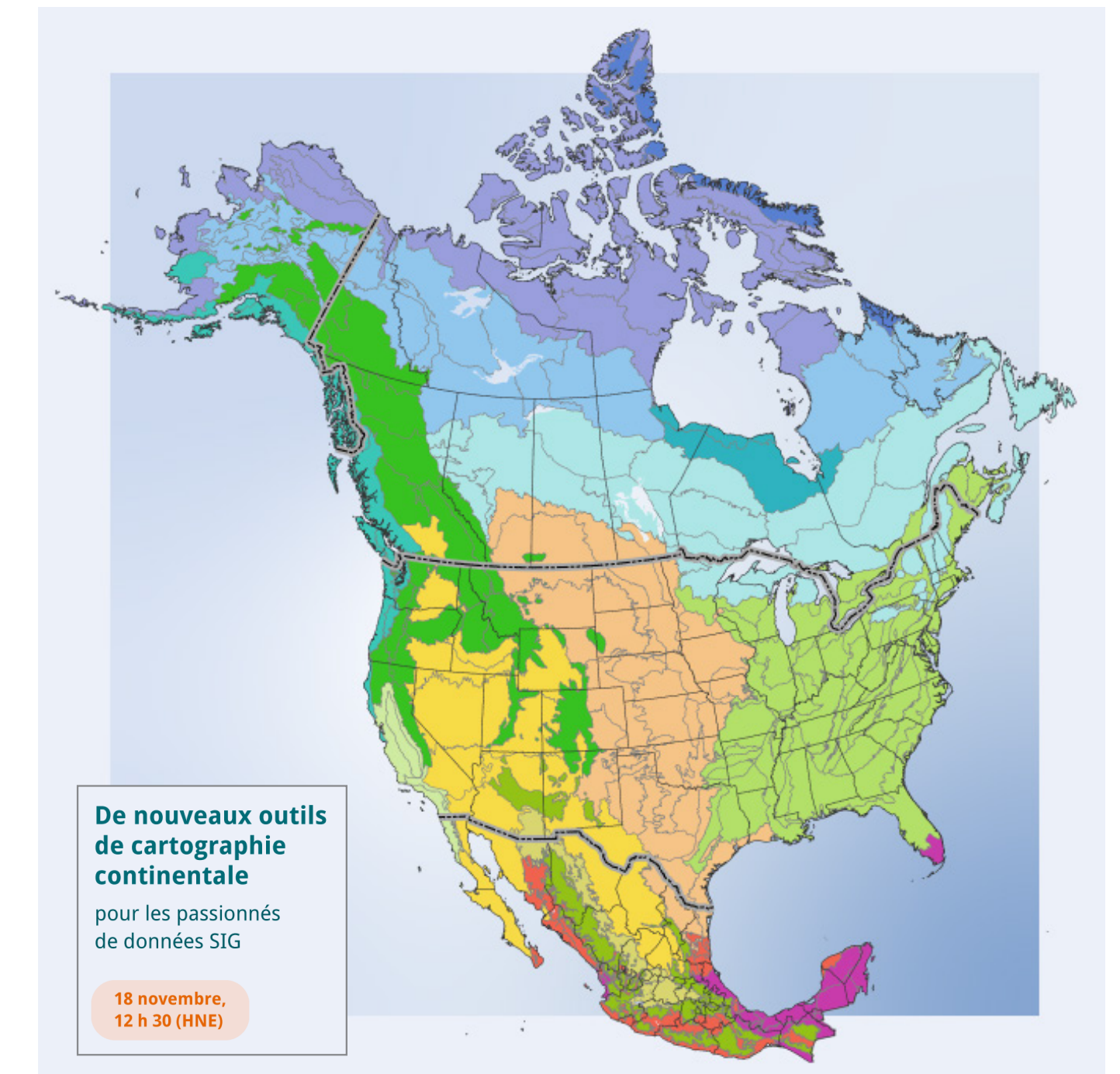


Figure 6. L'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord

Processus SEM

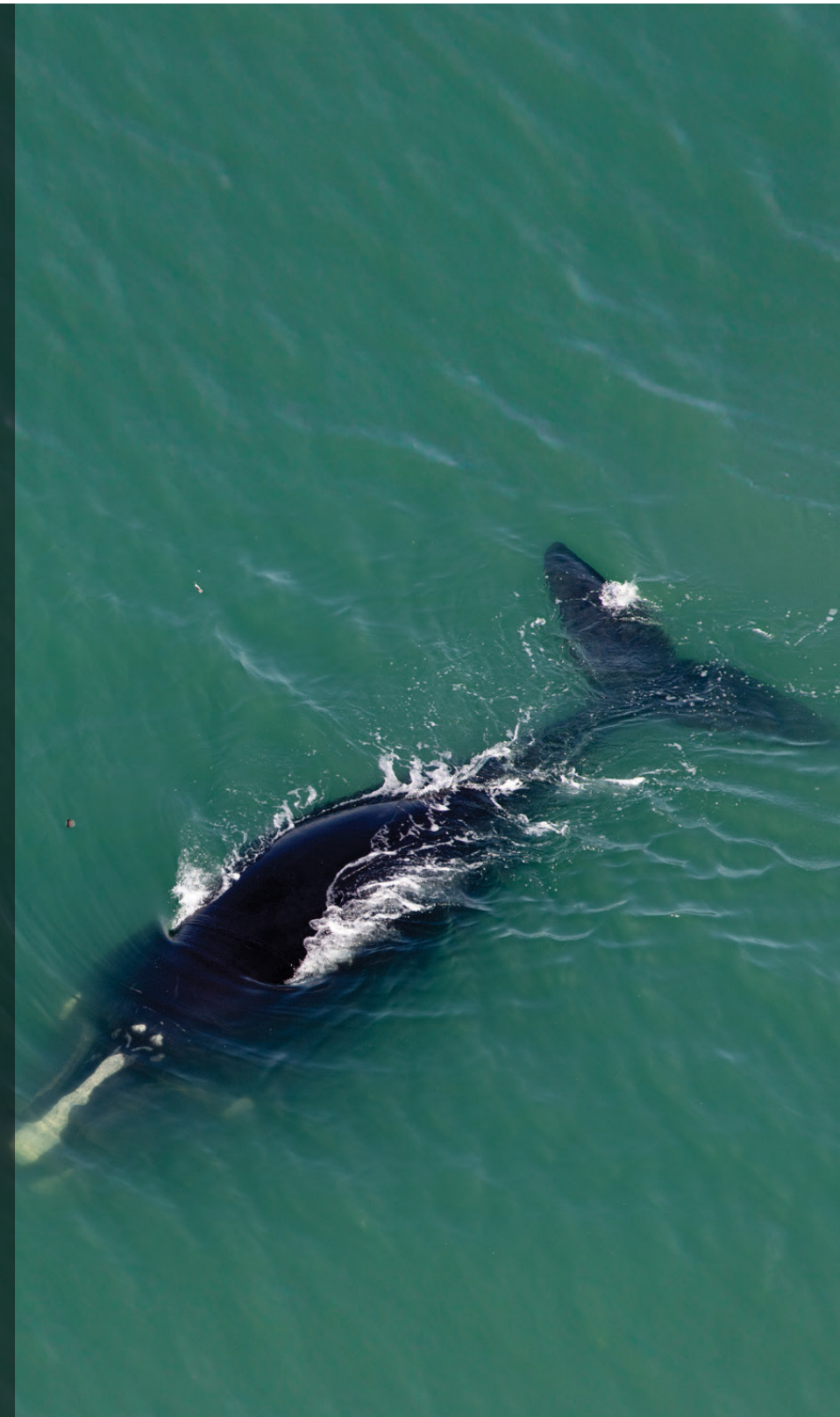
Le processus de la CCE relatif aux communications sur les questions d'application (SEM, selon son acronyme anglais) favorise la participation du public à l'application efficace et transparente des lois environnementales en Amérique du Nord.

Si vous estimez qu'une telle loi n'est pas appliquée de manière efficace par le Canada, le Mexique ou les États-Unis, le processus SEM pourrait répondre à vos préoccupations.



Vous en apprendrez davantage au sujet de ce processus en balayant ce code.

cec.org



Processus relatif aux communications sur les questions d'application (SEM)

Le processus de communication sur les questions d'application (SEM, selon son acronyme anglais), régi par les articles 24.27 et 24.28 de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), favorise la participation du public à l'application effective et transparente des lois environnementales en Amérique du Nord. Le processus SEM permet à toute personne en Amérique du Nord (résident-e, citoyen-ne, ou entreprise ou entité qui y est établi-e) de présenter une communication selon laquelle le Canada, le Mexique et/ou les États-Unis n'assurent pas l'application effective de leurs lois environnementales. Pour en savoir plus sur le processus SEM, cliquez [ici](#).

De 1994 à la fin de 2025, le Secrétariat a reçu en tout 117 communications. Parmi celles-ci, 34 visaient le Canada; 66, le Mexique; 15, les États-Unis; enfin, deux visaient à la fois le Canada et les États-Unis. De ces communications, 21 provenant du Canada, 50 du Mexique et 8 des États-Unis satisfaisaient aux critères initiaux d'admissibilité permettant la poursuite du processus SEM. Depuis 2020, le Secrétariat a reçu 19 communications : 2 du Canada, 15 du Mexique et 2 des États-Unis. À la fin de l'année 2025, le Secrétariat avait publié 30 dossiers factuels.

Figure 7. Processus SEM

En 2025, la CCE a reçu deux nouvelles communications et a poursuivi le traitement de dix autres. Dans un cas précis (*Bassin aval de la rivière Nazas*), le Secrétariat a estimé que la communication satisfaisait aux critères énoncés au paragraphe 24.27(2) de l'ACEUM et a requis une réponse du gouvernement conformément au paragraphe 24.27(3). Le Secrétariat a informé le Conseil qu'une autre communication (*Projet de chemin de fer dans le Sonora*) justifiait la constitution d'un dossier factuel. Il a publié des dossiers factuels concernant les communications *Fracturation hydraulique dans l'État de Nuevo León*, *Marsouin du golfe de Californie* et *Baleine noire de l'Atlantique Nord*.

L'une des deux nouvelles communications porte sur l'omission présumée du Mexique d'appliquer de façon effective ses lois environnementales pour protéger et gérer les ressources en eau et les écosystèmes riverains du bassin aval de la rivière Nazas, en lien avec les barrages existants. L'autre dénonce l'omission présumée des États-Unis de satisfaire à leur obligation d'évaluer les impacts environnementaux d'un arrêt définitif de toutes les opérations de fret commercial par le *Cordova–Americas International Bridge* (BOTA, pont des Amériques), à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

La CCE a également poursuivi le traitement d'autres communications en cours et collaboré avec d'autres organisations au Canada à l'élaboration d'activités d'information.

Le point sur les progrès réalisés et résultats notables :

- Trois (3) dossiers factuels publiés : *Fracturation hydraulique dans l'État de Nuevo León*, déposé en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, *Marsouin du golfe de Californie* et *Baleine noire de l'Atlantique Nord*.
- Deux (2) nouvelles communications déposées à la CCE concernant le Mexique.
- Trois (3) déterminations, y compris une recommandation pour la constitution d'un dossier factuel.
- Deux (2) dossiers factuels provisoires transmis au Conseil.
- Trois (3) dossiers factuels définitifs transmis au Conseil et accessibles au public.
- Le Secrétariat a respecté les délais dans 100 % des dossiers.
- Le processus SEM a été présenté au public nord-américain lors de six événements (organisés ou non par la CCE). Ces présentations devant environ 350 personnes avaient pour objectif d'éduquer divers publics à propos du fonctionnement du processus, de faire le point sur l'état d'avancement des communications actives, d'aborder les défis et les pratiques exemplaires avec d'autres parties prenantes de la région, et de générer une discussion sur le rôle du processus SEM.

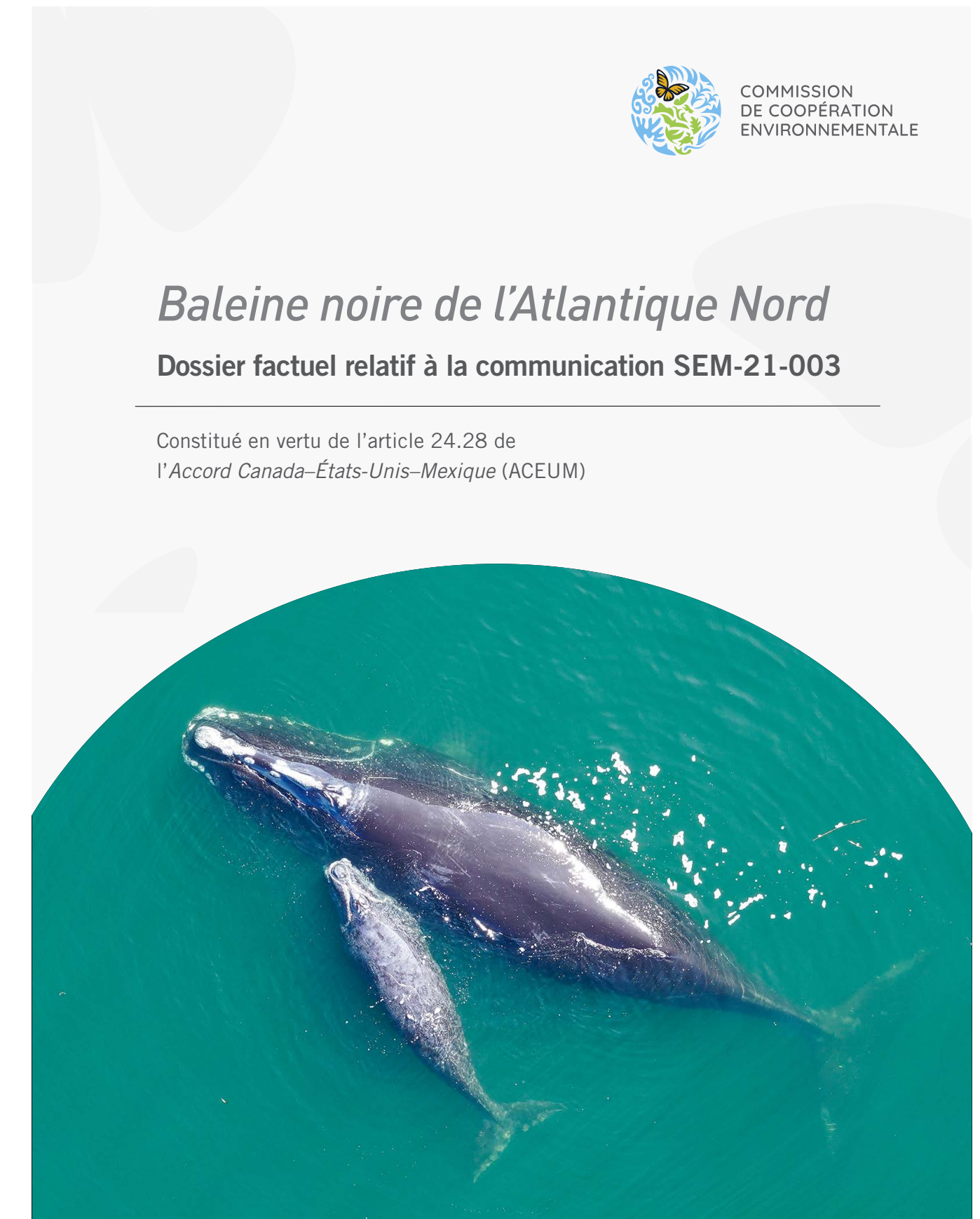


Figure 8. Dossier factuel relatif à la communication SEM-21-003

Participation et mobilisation du public

Résultats des activités du Comité consultatif public mixte (CCPM)

En 2025, le CCPM a beaucoup travaillé à renforcer la collaboration avec les autres organes constitutifs de la CCE ainsi que le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET) de la Commission. Il a également mis en place des structures pour soutenir les projets de la CCE au moyen de consultations publiques, et a promu un projet qu'il pilote, intitulé *Promotion de l'approvisionnement responsable en produits du bois*. Pour en savoir plus sur le CCPM, cliquez [ici](#).



Comité consultatif public

Durant l'année 2025, le CCPM a mené les activités suivantes :

- Publication d'un avis au terme de la tribune publique de décembre 2024 sur l'initiative H-2030, tenue à Mexico, et de la consultation publique relative à H-2030.
- Participation, aux côtés du GSCET, à la [Table ronde sur le commerce durable en Amérique du Nord : perspectives autochtones](#), tenue à Montréal les 24 et 25 mars 2025 et organisée par la CCE et l'Université McGill.
- Tenue d'une réunion de travail conjointe par les membres du CCPM et du GSCET pour discuter des principaux résultats de la table ronde susmentionnée et trouver des moyens de renforcer la collaboration entre les deux groupes.
- Animation par le CCPM de la table ronde privée de suivi intitulée *Renforcement du commerce autochtone en Amérique du Nord : vers l'inclusion, la revitalisation et la reconnaissance*, tenue le 23 juillet 2025 à Mexico. Le Comité est en train de finaliser la publication des comptes rendus de ces deux rencontres.

- Renforcement du dialogue et de l'échange de connaissances avec le secteur privé, grâce à la prise de contact et à des discussions préliminaires avec un certain nombre d'acteurs clés, notamment des chambres de commerce et des organisations industrielles.
- Le 24 juillet 2025 à Mexico, animation de sa tribune publique 2025-01 consacrée à l'économie circulaire et aux solutions fondées sur la nature : [Bâtir des économies durables : des modèles circulaires et des solutions fondées sur la nature pour une Amérique du Nord résiliente](#).
- Poursuite de la mise en œuvre du projet *Promotion de l'approvisionnement responsable en produits du bois*.
- Tenue de réunions de travail mixtes supplémentaires entre le CCPM et le GSCET tout au long de l'année, au cours desquelles le personnel de toutes les unités du Secrétariat de la CCE a fait des présentations ainsi que le point sur les projets en cours. Ont également participé à ces réunions des jeunes ayant pris part aux Journées de l'engagement jeunesse 2024 ainsi que des spécialistes autochtones invité-es.
- Tenue de la tribune publique 2025-02 du CCPM à Montréal, le 2 décembre 2025.
- Mise en œuvre du Plan d'activités 2025 du Comité.



Dialogue avec facilitation



Événement de réseautage du CCPM



Soutenir la participation des jeunes

Résultats notables :

- La présidente du CCPM a participé à six réunions des représentant·es suppléant·es pour faire le point sur les activités du CCPM et éclairer le programme d'activités du Conseil tout au long de l'année.
- La tribune publique du CCPM de même que la consultation en ligne sur l'initiative H-2030 ont permis aux parties prenantes d'examiner, de commenter et d'orienter les priorités de manière à contribuer directement au processus décisionnel du Conseil et à l'élaboration de l'initiative H-2030. En conséquence, le CCPM a soumis au Conseil l'avis n° 25-01, qui contenait sept recommandations.
- Le tribune publique consacrée à H-2030 a accueilli une table ronde de spécialistes intitulée « Le rôle du secteur privé face à la triple crise planétaire ». De même, lors de la tribune publique sur l'économie circulaire et les solutions fondées sur la nature, les discussions ont porté sur les facteurs pouvant faciliter l'adoption de ces approches à plus grande échelle en Amérique du Nord, notamment la contribution du secteur privé.
- La séance de la tribune publique du CCPM sur l'initiative H-2030, intitulée *La voix des jeunes sur l'initiative H-2030*, a réuni les trois jeunes ayant participé aux Journées de l'engagement jeunesse de la CCE. Ces jeunes ont présenté leurs perspectives, leurs priorités et leurs recommandations concernant une action continentale en réponse à la triple crise planétaire.
- À la suite de la participation active des représentant·es des jeunes à la tribune publique H-2030 du CCPM, ce dernier a organisé des discussions avec elles·eux lors de sa réunion de travail à huis clos du 25 mars 2025. Au cours de cette réunion, les représentant·es des jeunes ont présenté leurs recommandations concernant l'initiative H-2030, et examiné avec les membres du CCPM les possibilités de renforcer le partage intergénérationnel des connaissances et de mobiliser davantage les jeunes pour l'environnement.
- Les « perspectives et recommandations » élaborées par les représentant·es des jeunes dans le cadre de l'initiative H-2030 ont été intégrées en annexe dans l'avis n° 25-01 transmis au Conseil par le CCPM, dans le cadre des mesures prises par le CCPM pour renforcer la participation du public en permettant aux jeunes de mieux faire entendre leur voix.



Participante au forum du CCPM

- Une table ronde de deux jours, tenue à Montréal les 24 et 25 mars 2025 et coanimée par le CCPM et le GSCET, a permis d'examiner comment les valeurs autochtones, les approches relationnelles, les connaissances écologiques traditionnelles (CET), le patrimoine culturel et les solutions fondées sur la nature peuvent favoriser le commerce durable et promouvoir la revitalisation du commerce autochtone. Une table ronde de suivi, tenue à Mexico le 23 juillet 2025, a permis de définir d'autres voies menant à l'inclusion économique des peuples autochtones et a éclairé l'élaboration de politiques potentielles.

- La tribune publique 2025-01 du CCPM sur l'économie circulaire et les solutions fondées sur la nature (SFN) a réuni avec succès les responsables de haut niveau de l'environnement des trois pays, ainsi que des leaders autochtones et communautaires, des spécialistes, des chef·fes d'entreprise, des jeunes et des membres du grand public. On a cherché à définir ensemble les priorités et à élaborer des solutions intégrant les principes de l'économie circulaire dans les SFN. Le but était de promouvoir l'utilisation efficace des ressources, tout en garantissant la restauration et la protection de l'environnement naturel. Un grand nombre de personnes ont participé à l'événement : 465 en tout (216 en présentiel et 249 en ligne). La répartition des participant·es par secteur était la suivante : gouvernements (36,9 %), ONG (24,5 %), milieu universitaire (21 %), consultant·es (19,1 %), particuliers (11,8 %), secteur privé (8,6 %), étudiant·es (6,2 %), organisations internationales (6,2 %) et médias (4,9 %). Les jeunes représentaient 25,8 % (112) et les peuples autochtones, 12,9 % (60).
- Le CCPM a transmis au Conseil l'avis n° 25-02 sur l'économie circulaire et les SFN, à la suite de la tribune publique 2025-01 du CCPM, tenue le 24 juillet 2025. Cet avis contient cinq recommandations.

- La tribune publique 2025-02 du CCPM, tenue à Montréal le 2 décembre 2025, avait pour thème *Régénérer l'avenir de l'Amérique du Nord*. Elle portait sur les effets des polluants environnementaux persistants, notamment les pesticides, les « polluants éternels » (SPFA) et les microplastiques, substances qui s'accumulent dans les sols, l'eau, l'air et les écosystèmes. Elle comprenait en outre l'examen de stratégies concrètes pour réduire la contamination environnementale, restaurer les écosystèmes et améliorer la santé humaine à l'échelle de l'Amérique du Nord. En tout, 200 personnes ont participé à l'événement (108 en ligne et 92 en présentiel). Elles représentaient les gouvernements (23,5 %), les ONG (32,5 %), le milieu universitaire (46 %), les consultant·es (3,5 %), les particuliers (36,5 %), le secteur privé (15 %), les étudiant·es (7 %), les organisations internationales (4,5 %) et les médias (1,5 %), les gouvernements et les ONG constituant les groupes les plus importants. Les jeunes représentaient 34,5 % (69) des participants, et les peuples autochtones, 20 % (40). Cet événement a permis au CCPM de tester un nouveau format de discussion – comprenant des présentations d'ouverture de type Pecha Kucha, une causerie informelle avec des spécialistes et des tables rondes en ligne et en présentiel –, qui visait à renforcer la participation du public et à lui faire mieux comprendre les priorités environnementales actuelles.

- Grâce à la mise en œuvre de son plan d'activités annuel, le CCPM a renforcé son rôle dans la promotion d'une participation publique active, la facilitation du dialogue trilatéral et la prestation de conseils pour améliorer la coopération environnementale en Amérique du Nord. C'est ce qu'illustre la participation active de diverses parties prenantes à ses activités :
 - o neuf représentant·es des jeunes ont participé aux activités du CCPM en 2025 (trois lors d'une réunion de travail à huis clos le 25 mars, et six dans le cadre des tribunes publiques de 2025);
 - o 40 représentant·es de peuples autochtones ont participé aux événements du CCPM (20 à la table ronde sur le commerce autochtone organisée en mars, 17 à la table ronde de suivi en juillet et trois présentateur·trices lors des tribunes publiques de 2025);
 - o 15 représentant·es du secteur privé (neuf à la table ronde sur le commerce autochtone et trois à chacune des tribunes publiques).



Panel de la CCE

Connaissances écologiques traditionnelles

Le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET) donne des conseils à la CCE sur l'intégration de ces connaissances et des points de vue autochtones dans ses travaux et les politiques qu'elle recommande. Pour en savoir plus sur le GSCET, cliquez [ici](#).

En 2025, la CCE a poursuivi sa collaboration avec le GSCET afin d'éclairer, d'appuyer et de renforcer ses activités de mobilisation, et de déterminer et d'intégrer le savoir autochtone, y compris les connaissances écologiques traditionnelles (CET) ainsi que les points de vue et pratiques de gestion autochtones, dans ses activités et recommandations. En 2025, cela s'est concrétisé par l'achèvement de projets menés par le GSCET, intitulés *Méthodes de gestion de l'eau douce des collectivités autochtones en Amérique du Nord* et *Résilience des systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones*.

Parallèlement à ces activités, le GSCET a continué à participer à l'*Initiative communautaire d'éducation environnementale pour la protection du patrimoine bioculturel* et à donner des conseils tout au long de sa mise en œuvre.





Cérémonie dirigée par des Autochtones durant l'événement de la CCE

Résultats notables :

- S'appuyant sur les résultats des travaux collaboratifs et dialogues continus menés avec les peuples et les communautés autochtones depuis la création du GSCET, ses membres ont recommandé l'adoption des **Principes directeurs nord-américains relatifs à l'intégration des connaissances écologiques traditionnelles** dans le cadre des travaux de la CCE. Les représentant·es-suppléant·es de la CCE ont officiellement adopté ces principes directeurs à la fin de janvier 2025.
- La [Table ronde sur le commerce durable en Amérique du Nord : perspectives autochtones](#), coorganisée par l'école de l'environnement Bieler (EEB) de l'Université McGill et le CCPM.
- Mémoire du GSCET : [Renforcer la justice environnementale grâce à l'autonomisation des collectivités](#).
- Table ronde intitulée *Renforcement du commerce autochtone en Amérique du Nord : vers l'inclusion, la revitalisation et la reconnaissance*, coorganisée par le CCPM et le GSCET.
- Participation à la tribune publique du CCPM intitulée [Le lien entre l'économie circulaire et les solutions fondées sur la nature en Amérique du Nord](#).
- Participation à la [tribune publique du CCPM : Régénérer l'avenir de l'Amérique du Nord](#), tenue du 2 au 4 décembre 2025 à Montréal, au Canada.

Communications, sensibilisation et engagement

En 2025, la CCE a rehaussé la visibilité de ses actions, encouragé une communication inclusive et favorisé la collaboration. Par ailleurs, ses activités ont porté sur le renforcement de la mobilisation des jeunes ainsi que sur l'établissement et le maintien de collaborations et de partenariats mutuellement avantageux. Voici les principales activités qu'elle a soutenues :

- Meilleure visibilité du Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre dans le contexte de la [Journée des données ouvertes](#).
- Création de pages Web consacrées à des sous-thèmes intersectoriels, comme [les travaux avec les jeunes](#), le secteur privé (ces pages seront finalisées en 2026) et les affaires autochtones, incluant le lancement du [portail sur l'eau douce](#), qui présente des récits en vidéo.
- Création d'une nouvelle page thématique pour [l'unité Modes de vie et économies durables](#), qui propose une approche novatrice en vue de rendre l'information plus accessible et de mettre en lumière les activités passées de la CCE.
- Amélioration de la portée de l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord et de son utilisation grâce au lancement d'une stratégie de public cible.
- Mise en lumière du rôle unique de la CCE grâce aux [vidéos sur ses réalisations](#).
- Établissement de l'image de marque et de l'identité des sessions du Conseil et des tribunes du CCPM, et mise en œuvre d'une stratégie médiatique pour la #CCE32.
- Publication de trois appels de propositions pour la mise à jour du Guide stylistique de la CCE, qui date de 2015.
- Élaboration d'un glossaire de la CCE en anglais, en français et en espagnol afin de garantir une qualité linguistique à la fois élevée et constante dans tous les documents destinés au public.
- Intensification d'une mobilisation constructive des jeunes par l'élaboration et la mise en œuvre de la [Stratégie d'engagement jeunesse 2024-2026](#) (SEJ).
- Création de lieux de collaboration pour partager les connaissances avec de nouveaux publics, dont les universités et le secteur privé.

La CCE a entretenu et développé des partenariats et des collaborations avec diverses organisations, notamment le bureau nord-américain du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la *Trash Team* de l'Université de Toronto, le *Circular Innovation Council* et la [Fondation Ellen MacArthur](#). Elle a lancé la neuvième édition du [Blitz international de suivi du monarque](#) en collaboration avec 9 organisations partenaires, et a renforcé la visibilité, la sensibilisation du public et la compréhension de son travail en organisant 13 événements, en participant au sommet en ligne pour partager des connaissances et élargir son réseau consacré à l'économie circulaire, ainsi qu'en participant au Sommet canadien sur l'économie circulaire en Amérique du Nord, où elle a présenté ses travaux.

La CCE a également appuyé la mise en œuvre et le déploiement de campagnes visant à modifier les comportements afin d'éclairer la prise de décisions, notamment la Semaine de la prévention du gaspillage alimentaire, la campagne sur les réseaux sociaux *Pour les pollinisateurs* et la campagne de la Journée mondiale de l'environnement intitulée *Dernier arrêt : l'océan*, en collaboration avec le PNUE.

Le CCE a redynamisé ses activités de mobilisation en faveur d'approches intersectorielles (secteur privé, savoir autochtone et CET, et résilience communautaire) grâce aux webinaires intergénérationnels et multidisciplinaires organisés durant les [Journées de l'engagement jeunesse 2025](#).

Résultats notables :

Plus grande visibilité et mobilisation soutenue du public

- Publication de 15 [communiqués](#) et de 20 [bulletins](#) pour plus de 10 000 abonnés, dont 37,54 % ont consulté ces communications, en moyenne.
- Total de 1 245 mentions dans les médias, avec 1,4 milliard de visionnements potentiels au total (selon un chef de file du suivi des médias), ce qui équivaut à 35,6 millions de visionnements probables dans les médias traditionnels (selon un taux standard de 2,5 % de la portée potentielle totale) et à une valeur publicitaire estimée à 13 184 625 \$ US (estimation du coût d'achat d'un volume équivalent d'espaces publicitaires ou de temps d'antenne payants).
- Dix-huit (18) nouvelles [publications](#) rendues accessibles.
- Plus de 900 000 visites de pages du site Web, avec plus de 40 000 visiteur·euses récurrent·es et plus de 400 000 nouveaux·elles utilisateur·trices.

Mobilisation soutenue du public

- Augmentation du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux, passé à plus de 65 000, avec plus de 2 500 publications au total [sur 11 plateformes](#), et environ 100 nouvelles [vidéos YouTube](#).
- Plus de 9 000 personnes ont reçu des invitations à participer aux activités de la CCE (événements, consultations publiques, appels de propositions pour des subventions et des programmes jeunesse, possibilités de consultation et de stages, etc.).
- Plus grand engagement du public, avec plus de 5 000 participations actives à des sondages et enquêtes ainsi que de balayages de codes QR utilisés dans les publications et les documents de diffusion, et lors d'événements.
- Augmentation de la visibilité et du nombre de participant·es durant la [#CCE32](#) – près de 1 000 personnes y ont assisté en présentiel ou en ligne, plus :
 - o 500 mentions dans les médias;
 - o plus de 350 publications et *stories* dans les médias sociaux;
 - o plus de 100 000 impressions;
 - o environ 7 000 engagements;
 - o nouvelle [vidéo sur les réalisations](#).
- Hausse du nombre de participant·es au Blitz international de suivi du monarque, avec 9 611 bénévoles et 19 705 observations.

Engagement des jeunes

- Plus grand engagement des jeunes, avec plus de 2 500 personnes intégrées au réseau jeunesse de la CCE.
- Augmentation de 125 % du nombre de personnes s'identifiant comme des jeunes et de 88 % du nombre de personnes s'identifiant comme Autochtones — tendance à la hausse au sein du réseau des principales personnes mobilisées à la CCE.
- Renforcement du programme de stages de la CCE, grâce à l'appui de neuf stagiaires aux travaux de la Commission à l'échelle de l'organisation.

Meilleur accès à l'information

- Création de 21 nouvelles pages Web, dont 19 nouvelles [pages d'activités](#), une nouvelle [page consacrée aux affaires autochtones](#) et un nouveau portail intitulé [Méthodes de gestion de l'eau douce des collectivités autochtones en Amérique du Nord](#).
- Restructuration des pages consacrées aux [Modes de vie et économies durables](#), de la [page du NALCMS](#), de la page [Notre impact](#), de la [page d'accueil de la Trousse d'action anti-gaspillage](#) (avec l'ajout de nouvelles ressources trilingues) et de la page Web [Partenariats et collaboration](#).

Partenariats

- La CCE a entretenu et établi des partenariats avec des organisations clés afin de favoriser la diffusion de ses travaux et d'exploiter des activités communes. Ces dernières sont menées notamment avec des partenaires clés, comme le bureau nord-américain du PNUE dans le cadre de la [Journée mondiale de l'environnement](#) ainsi que la [Fondation Ellen MacArthur](#) et le Circular Innovation Council, afin de renforcer les travaux de la CCE consacrés à l'économie circulaire.



Administration et gestion

La CCE a fait la promotion de pratiques saines en matière de gestion financière, de recrutement et de formation de personnel de manière à favoriser la diversité et le perfectionnement des compétences en milieu de travail. Elle a actualisé ses politiques, amélioré ses systèmes de technologie de l'information (TI) et leur résilience, rationalisé ses services de réunion et établi une politique de durabilité de ses bureaux.

Résultats notables :

Gestion financière

- La CCE a établi un protocole pour les paiements aux nouveaux fournisseurs et la modification d'instructions de paiement afin de réduire les risques de cyberfraudes bancaires, et de lutter contre toute activité liée aux courriels d'hameçonnage et autres cyberactions frauduleuses.
- Elle a présenté des états financiers trimestriels au Conseil et pris des mesures pour limiter les écarts.
- Elle a continué d'améliorer l'efficacité de son système de paie et maintenu stables ses coûts d'exploitation internes.

Gestion des ressources humaines

- La CCE a recruté du personnel chevronné et appuyé le perfectionnement de ses collaborateur·trices :
 - o Recrutement de professionnel·les compétent·es et de haut niveau. Par exemple, une personne spécialiste de la gestion environnementale et des affaires juridiques, et une autre, spécialiste de la résilience communautaire.
 - o Soutien de l'engagement des jeunes et promotion des capacités des jeunes professionnel·les, en accueillant deux boursiers·ères et sept stagiaires pour soutenir le mandat du directeur exécutif et appuyer le GSCET ainsi que les unités Croissance verte, Communications et Affaires juridiques et SEM.
 - o Soutien au perfectionnement du personnel et formation offerte sur le thème de la résolution des conflits grâce aux conversations constructives.
 - o Formation linguistique continue pour améliorer les communications avec les principales parties prenantes et mieux intégrer l'équipe de la CCE à la vie locale.
 - o Mise en œuvre d'une analyse comparative de la structure salariale de la CCE (la précédente remonte à 2021).
 - o Élaboration de lignes directrices concernant le programme de stages de la CCE.
 - o Poursuite de l'amélioration du plan d'intégration, et élaboration de documents d'information pour faire en sorte que gestionnaires et recrues comprennent mieux les valeurs du Secrétariat, leurs responsabilités et les activités de la CCE.

Infrastructure des systèmes d'information

- La CCE a mis à niveau son matériel informatique.
- Elle a embauché un·e consultant·e pour préparer une analyse préliminaire en vue du plan de continuité des activités de la CCE.

Services de réunion

- La CCE a créé des outils afin de pouvoir planifier plus tôt les réunions et surveiller plus étroitement les budgets, en vue de limiter les coûts.

Durabilité du bureau

- Le comité interne *Evergreen* a élaboré une politique de durabilité du bureau afin de promouvoir la durabilité dans tous les aspects des activités de la CCE à Montréal, et de réduire le plus possible l'empreinte sociale et environnementale de ses activités. Par ailleurs, ce comité a commencé à dresser un plan de mise en œuvre de la durabilité afin de guider ses travaux en 2026.



Planification stratégique, mesure de la performance et comptes rendus des progrès réalisés

Comme l'indique le Plan stratégique pour 2021 à 2025, la CCE met en œuvre un cadre de mesure de la performance pour démontrer les progrès qu'elle réalise dans l'atteinte de ses buts et objectifs en matière d'environnement. Ce cadre favorise l'engagement de la CCE envers la transparence, l'excellence, la collaboration, l'inclusivité et l'intégrité par une meilleure performance ainsi qu'une responsabilité et une capacité plus grandes à rendre des comptes. Il s'agit également d'un mécanisme de surveillance qui permet d'intégrer la rétroaction afin de réorienter et d'affiner les mesures, au besoin. Tout au long de l'année 2025, la CCE s'est préparée en vue de l'élaboration de son Plan stratégique pour 2026 à 2030 en évaluant notamment le Plan stratégique pour 2021 à 2025. Elle a également renforcé ses activités de suivi et de production de rapports, notamment ceux qui sont mentionnés ci-après. Vous trouverez de plus amples renseignements sur le cadre de planification et d'évaluation du rendement de la CCE [ici](#).

Résultats notables :

- La CCE a produit une évaluation préliminaire de son programme de travail collaboratif dans le cadre du Plan stratégique pour 2021 à 2025.
- Elle a achevé l'évaluation des effets à long terme de projets sur les oiseaux migrateurs menés de 2015 à 2019.
- Elle a produit des rapports trimestriels de haut niveau sur la mise en œuvre des projets.
- Elle a défini de nouveaux indicateurs clés de performance (ICP) stratégiques pour ses nouveaux travaux de coopération.
- Elle a effectué une refonte de la page Web [Notre impact](#).
- Elle a rédigé et publié le [Rapport annuel 2024](#).
- Elle a produit une évaluation des résultats du Plan opérationnel 2025.
- Elle a préparé son [Plan opérationnel 2025](#).
- Elle a offert un soutien technique en vue de définir de nouveaux projets.
- Elle a préparé des documents techniques à l'appui des discussions des Parties en vue du prochain Plan stratégique pour 2026 à 2030.

Dépenses en 2025*

(tous les montants sont en dollars canadiens)

L'article 8 de l'ACE stipule que le Secrétariat doit inclure dans son rapport annuel les dépenses de la Commission. Vous trouverez ci-contre toutes les dépenses engagées en date du 28 février 2026, soit dans le cadre du budget approuvé en 2025, soit en vertu d'engagements pluriannuels approuvés dans des budgets précédents : cela comprend les programmes de subventions de la CCE (PNAACE et EJ4Climate), les initiatives du Conseil et les projets de coopération.

LIVRABLES	
Projets de coopération	2 899 412
Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE) et EJ4Climate	3 031 717
Communications sur les questions d'application	440 217
Suivi des rejets et des transferts de polluants (RRTP) en Amérique du Nord	219 192
Plateformes interactives de la CCE	181 710
TOTAL, LIVRABLES	6 772 248

SOUTIEN ORGANISATIONNEL ET MAINTENANCE	
Soutien au Conseil	273 526
Soutien au CCPM	538 393
Soutien au GSCET	151 003
Communications et diffusion	351 819
Mobilisation des parties prenantes et formation de partenariats	264 321
Maintenance de l'infrastructure des systèmes d'information	160 666
Mesure de la performance et production de rapports	28 264
Planification stratégique et opérationnelle	104 029
TOTAL, SOUTIEN ORGANISATIONNEL ET MAINTENANCE	1 872 021

ADMINISTRATION ET GESTION	
Salaires, avantages sociaux et perfectionnement professionnel	4 524 967
Dépenses d'exploitation	750 004
Soutien administratif externe	313 525
Recrutement, réinstallation et orientation	68 909
Bureau et mandat du directeur exécutif	164 948
TOTAL, ADMINISTRATION ET GESTION	5 822 353

*Basé sur les états financiers non vérifiés pour l'exercice (tous les montants sont en dollars canadiens)	TOTAL DES DÉPENSES 14 466 622
	Plus les pertes de change -119 939
	DÉPENSES 14 586 561



COMMISSION
DE COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE